



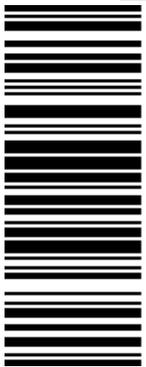
REVOLUTION COMMUNISTE

Groupe marxiste internationaliste [Collectif révolution permanente en France]

Justice pour Nahel !



NANTERRE, 29 JUN 2023



2273-8762



- Fin du permis de tuer ! Autodéfense contre la police ! p. 2
- Parler clair pour défendre une orientation révolutionnaire p. 4
- Lettre aux militantes et militants du NPA anti-Nupes p. 9
- Mortalité au travail, calamité du capitalisme p. 10
- Choose France : ces étrangers qui sont bien reçus p. 14
- Congrès du SNESup-FSU p. 15
- L'impasse des black blocs p. 17
- Les élections générales en Turquie p. 20
- Les élections locales en Espagne p. 21
- Le mouvement ouvrier et la grève générale (3) 1905-1914 p. 22
- ABC du marxisme : autodéfense ouvrière p. 28

Justice pour Nahel ! Fin du permis de tuer ! Autodéfense contre la police !

Sans menace, sans arme, tué à bout portant

Le 27 juin, à Nanterre, à 8 h 15 du matin, lors d'un contrôle policier automobile pour un refus d'obtempérer, le jeune Nahel M., 17 ans, est abattu par un policier motocycliste de la direction de l'ordre public et de la circulation de la Préfecture de police de Paris. La légitime défense « face à un véhicule fonçant vers les agents dans l'intention de les percuter », invoquée par les policiers en cause est aussitôt reprise par certains médias qui sont prompts à dénoncer la petite délinquance mais cachent, voire flattent, celle des riches et des puissants (*CNews, Europe 1, BFM-TV*, etc.).

Mais une vidéo balaye rapidement le mensonge. Elle montre deux policiers de la police penchés à la portière, côté conducteur, d'une automobile jaune à l'arrêt dans une rue étroite à sens unique. Sur la bande-son malgré le bruit de fond urbain, il est possible d'entendre des menaces : « *Tu vas te prendre une balle dans la tête* », crie un policier, son arme de poing braquée à quelques centimètres de Nahel. La voiture redémarre et les coups de feu partent à bout portant provoquant le décès du conducteur dont la voiture va s'encasturer quelques mètres plus loin contre un panneau de signalisation.

Le 29 juin, une puissante manifestation dénonce le crime à Nanterre. Dans cette ville et dans toutes les grandes villes du pays, la jeunesse des quartiers prolétaires qui accueillent majoritairement des travailleurs immigrés et leurs descendants et où se concentre la misère et les petits trafics se soulève massivement. Elle s'en prend aux commissariats et aux flics, mais aussi, par impuissance et désespoir, aux voitures des habitants et aux équipements collectifs. Les hélicoptères et les drones tournent chaque nuit, créant une atmosphère de guerre civile. Le 28 juin au matin, le ministre de l'intérieur Gérald Darmanin qualifie les images de la vidéo « *d'extrêmement choquantes* ».

Les députés PCF, PS et LFI s'alignent à l'Assemblée sur les macronistes

EELV « reconnaît l'action difficile, risquée, que mènent les forces de l'ordre partout dans notre pays », mais critique l'abus des tirs pour refus d'obtempérer. Les mêmes



partis qui avaient plaint les policiers et les gendarmes lors du mouvement de défense des retraites font plus que jamais bloc derrière la police : « Cela n'entache en rien le soutien que l'on doit aux policiers » (Ciotti, *RMC*, 28 juin), « Moi, je suis pour la présomption de légitime défense pour les forces de police » (Le Pen, *BFMTV*, 28 juin),

Pour tenter d'empêcher le soulèvement des quartiers populaires, le président convient que le geste policier était « inexplicable, inexcusable » (Macron, 28 juin) et les députés de tous bords, à l'exception de ceux du RN et de certains LR, répondent à l'invitation de la présidente Renaissance de l'Assemblée nationale d'observer une minute de silence. Quelle hypocrisie pour les partis réformistes de communier avec les députés LIOT, LR et Renaissance qui ont appelé à la destruction des bidonvilles à Mayotte, avec les ministres présents alors que le gouvernement Macron-Borne-Darmanin est le premier responsable de la violence policière !

Avec Macron, la police, la justice et l'armée sont épargnées par l'austérité budgétaire, l'appareil répressif de l'État recrute et s'équipe. Avec Macron et Darmanin, la décivilisation règne : humiliation de lycéens à Mantes-la-Jolie en 2018, 5 mains arrachées et 23 personnes éborgnées parmi les gilets jaunes en 2018, attaque des cortèges syndicaux lors des grands mouvements des travailleurs en 2016, 2019, 2023, morts de 2 manifestants écologistes en 2014 et 2023... Les morts pour « refus d'obtempérer » se multiplient, 13 rien qu'en 2022.

Améliorer la police républicaine ?

Le PS « ne veut pas accabler une institution qui, dans l'immense majorité des cas, accomplit son devoir de la meilleure manière » (28 juin). LFI demande « une réforme en profondeur du fonctionnement de la police nationale » (28 juin). Le PCF veut « une police républicaine proche des citoyens, au service de leurs attentes et de leurs besoins » (29 juin).

Des larmes de crocodiles ! La police française, parce qu'elle fait partie de l'État des exploités, a toujours servi contre les travailleurs et les opprimés, a systématiquement réprimé les grèves et les manifestations ouvrières et le fait encore. Historiquement, elle a raflé les Juifs au compte de l'occupant nazi et a massacré les ouvriers algériens sous de Gaulle.

Les partis « réformistes », quand ils sont au pouvoir, renforcent systématiquement la police et l'armée de métier. Le gouvernement Hollande-Cazeneuve en 2017 a élargi les cas dans lesquels les membres des forces de l'ordre sont autorisés à ouvrir le feu.

Les partis sociaux impérialistes sèment des illusions mortelles sur la « police républicaine » parce qu'ils défendent, en dernière analyse, le capitalisme français et l'ordre bourgeois. La récente augmentation budgétaire pour l'armée impérialiste ne leur pose pas trop de soucis. Les directions syndicales laissent croire que les policiers et les gendarmes sont des « travailleurs comme les autres », syndiquent les flics et défendent leurs « revendications » comportant justement le droit de tuer. Leurs adjoints pseudo-trotskystes n'avancent pas l'autodéfense. LO a plus d'une fois demandé plus de flics et appuyé les mouvements des flics.

Or, la police et l'armée de métier sont des bandes armées au service du capital, dont les membres partent bien plus tôt à la retraite et sont surpayés par rapport aux travailleurs de la même qualification, séparés du reste de la société qui, lui, reste désarmé.

Dans toutes les républiques bourgeoises, même les plus démocratiques, la police est (avec l'armée permanente) l'instrument principal de l'oppression des masses.. Coupée du peuple, constituant une caste professionnelle fermée d'hommes dressés à sévir contre les pauvres, d'hommes relativement bien payés et jouissant des privilèges du pouvoir (sans parler des revenus licites), la police demeure infailliblement, dans toutes les républiques démocratiques où règne la bourgeoisie, l'instrument, le rempart, le bouclier le plus sûr de cette dernière. (Lénine, Ils ont oublié l'essentiel, mai 1917)

Front unique ouvrier pour l'autodéfense ouvrière et l'armement du peuple !

Les attaques contre les pompiers, les dégradations d'abribus, d'écoles, de médiathèques, de bus, de tramways, de postes, de voitures de travailleurs, les commerces, les agences bancaires... ne peuvent pas constituer une réponse efficace contre les exactions policières et servent, involontairement, la police, le gouvernement, les partis bourgeois racistes et les groupes fascistes.

Il faut que la direction du mouvement passe des déclassés (qui détruisent pour le plaisir et qui pillent) au prolétariat (qui lutte pour la justice sociale). Les travailleurs qui protègent les écoles de leurs enfants montrent l'exemple. Pour obtenir justice pour Nahel et toutes les victimes de la police d'État, il faut s'organiser pour se défendre. Il faut que des organes de protection et de surveillance de la police se constituent dans chaque quartier. La police tue et les lois lui donnent de plus en plus de pouvoir. Il faut les contrer en s'organisant. Avec la constitution de groupes d'autodéfense de la population des quartiers populaires, la jeunesse pourra réclamer justice, regarder en face l'ordre policier et prendre conscience de ses droits et en exiger d'autres.

Face à la violence policière et à celle des nervis fascistes (toujours liés à la police et à l'armée) qui ne cessent de monter en France contre les travailleurs, les jeunes, les immigrés, etc., les syndicats de salariés et les partis issus de la classe ouvrière doivent impérativement s'unir pour défendre les manifestations, la jeunesse, les migrants, les grèves, les quartiers populaires, nos enfants. Il faut exiger d'eux de le faire car la jeunesse et les travailleurs ont besoin de s'organiser, jeunes et travailleurs, pour préserver nos vies, pour interdire la répression et dénoncer l'impunité policière.

Seuls l'armement du peuple et la prise du pouvoir par les travailleurs mettront définitivement hors d'état de nuire les bandes armées du capital. Mais dès maintenant, il est de la responsabilité du mouvement ouvrier d'organiser dans chaque agglomération une puissante manifestation contre les violences et les assassinats policiers sur les mots d'ordre :

Désarmement de la police !

À bas le gouvernement Macron-Darmanin, gouvernement des travailleurs !

29 juin 2023

RÉVOLUTION COMMUNISTE

bimestriel du Groupe marxiste internationaliste
section française du Collectif révolution permanente
Directeur de publication : Étienne Valyi. Imprimé par le GMI.

ISSN : 2273-8762



Abonnement : 15 euros pour 1 an (5 numéros)
Soutien ou abonnement : chèque à l'ordre de ARTP
Pour tout contact, soutien ou abonnement, écrire à :

ARTP
AGECA service BP
177 rue de Charonne
F-75011 PARIS

Site du CoReP en allemand, anglais, catalan, espagnol, français, turc : revolucionpermanente.com

Site de EKIB /Turquie : patronsuzdunya.com

Site du GKK/Autriche : klassenkampf.net

Site du GMI/France : groupemarxiste.info

Site de IKC / État espagnol : www.ikcirklo.org

Le dessin du crieur est de Honoré, assassiné par les islamistes le 7 janvier 2015 avec Cabu, Charb, Tignous et Wolinski.

Parler clair pour défendre une orientation révolutionnaire



5 AVRIL 2023, PALAIS DE MATIGNON : BERGER (CFDT) ET BINET (CGT) RÉPONDENT À LA CONVOCATION DU GOUVERNEMENT

Rien n'est écrit d'avance pour la CGT. Jusqu'ici, on a déjoué tous les pronostics. Cela fait six mois que l'intersyndicale est mobilisée, c'est énorme. Les suites dépendront du niveau de la mobilisation mardi et du vote [à l'Assemblée nationale] le 8 juin. J'appelle donc tout le monde à descendre dans la rue... Nous avons marqué des points cruciaux : on a gagné la bataille des consciences, remis le syndicalisme au centre et fait perdre à Emmanuel Macron toute majorité sociale et politique. Et, oui, je le confirme : il est encore temps qu'il retrouve la raison et renonce à cette réforme. (Sophie Binet, JDD, 4 juin)

Il n'y a plus de grèves en défense des retraites depuis un bon moment. Quoi qu'en dise la direction de la CGT, Macron n'est pas devenu fou. Quoi qu'en dise la direction de la CGT, la classe ouvrière a perdu la bataille des retraites contre le gouvernement et ce n'est pas la 14^e journée d'action du 6 juin qui a changé quoi que ce soit. Mais que vaut cette « victoire morale » dont se targue la direction de la CGT dans « la bataille des consciences » ? Pas un clou ! Dans la lutte entre les classes, comme le disait déjà Jean de La Fontaine sous Louis XIV, « la raison du plus fort est toujours la meilleure ».

Qui est responsable de la défaite, les travailleurs ou les chefs actuels du mouvement ouvrier ?

Dans l'affrontement entre la bourgeoisie française et la classe ouvrière sur les retraites, Macron et son gouvernement auraient pu être battus à plate-couture et pourtant ce sont eux qui ont été les plus forts. Sinon, comment expliquer que la loi a été promulguée et que les décrets d'application ont commencé à être publiés, que des centaines de milliers de salariés consultent le site du gouvernement ? Alors que l'immense majorité des travailleurs, de la classe qui produit toutes les richesses, qui entretient et fait fonctionner toute la société était résolument opposée à la contreréforme des retraites, comment comprendre que la bourgeoisie, classe ultra-minoritaire, a pu à nouveau l'emporter ? Tout simplement parce qu'une

fois de plus, la force gigantesque de la classe ouvrière a été dévoyée par ceux-là mêmes qui disent la représenter politiquement, parler en son nom, diriger ses syndicats, qui n'ont eu de cesse de protéger le gouvernement du possible déferlement de la grève générale.

La principale préoccupation de l'intersyndicale qui, au début, « oubliait » même de réclamer le retrait du projet contre les retraites, a toujours été d'éviter au capitalisme français une « crise sociale et politique » (Communiqué, 16 mars).

À Paris, Fanny, employée de l'Insee de 24 ans, regrette, elle, qu'il n'y ait pas « eu un appel à la grève générale » tôt dans le mouvement. (Le Monde, 6 juin)

Non seulement l'intersyndicale CFDT-CGT-FO-SUD-UNSA-CFTC-CGC n'a jamais appelé à la grève générale, mais les dirigeants syndicaux siégeaient au Conseil d'orientation des retraites qui a découvert un grave « problème » de financement pour le régime général des retraites.

Après avoir enregistré des excédents en 2021 et 2022, le système de retraite serait déficitaire en moyenne sur les 25 prochaines années... De 2022 à 2032, la situation financière du système de retraite se détériorerait avec un déficit allant de -0,5 point de PIB à -0,8 point de PIB en fonction de la convention et du scénario retenu. (COR, Synthèse du rapport annuel, septembre 2022, p. 5)

Non seulement l'intersyndicale n'a jamais appelé à la grève générale, mais ses membres se sont rendus à toutes les convocations pour chercher une « solution » commune au prétendu problème, en fait pour mettre au point le projet Macron-Borne. Puis ils sont retournés à Matignon cautionner à nouveau le « dialogue social » alors que le gouvernement faisait adopter la loi pour allonger le travail de 2 ans.

Non seulement l'intersyndicale n'a jamais appelé à la grève générale, mais elle a combattu de toutes ses forces contre le mot d'ordre de grève générale, pour qu'il n'apparaisse pas dans les rares assemblées générales, dans les cortèges, dans les slogans et sur les banderoles.

Et quand la recherche par les travailleurs de la grève générale se faisait trop sentir, les bureaucraties syndicales ont employé toutes les ruses possibles comme de baptiser « grève générale » les journées d'action à répétition, ou bien l'appel à une grève reconductible, ici ou là.

En enlevant à la grève son programme politique, les réformistes sapent la volonté révolutionnaire du prolétariat, mènent le mouvement dans une im-

passé et obligent par conséquent les différentes catégories à mener des combats isolés. (Trotsky, Préface à l'édition française de « Où va l'Angleterre ? », 6 mai 1926)

S'appuyer sur Le Pen contre Macron ?

Une autre forme de trahison de la classe ouvrière s'est déployée tout au long de ce mouvement avec le 8 juin pour épilogue. Il s'agit des efforts constants déployés aussi bien par les partis liés aux appareils syndicaux et issus de la classe ouvrière (PCF, PS et LFI) que par l'intersyndicale pour non seulement faire croire qu'une issue parlementaire positive était possible, mais pire encore, qu'il fallait en appeler aux députés des partis bourgeois opposés à Macron (EELV, LIOT, LR, RN) pour défendre les intérêts des salariés ! Alors que LR et le RN approuvent les exemptions de cotisations patronales qui servent ensuite de prétexte aux attaques contre le droit à la santé et le droit à la retraite.

Ainsi, en même temps qu'ils empêchaient la classe ouvrière de triompher par ses méthodes de classe, par la grève générale, les appareils contrarévolutionnaires qui dirigent le mouvement ouvrier en appelaient à une sainte alliance à l'Assemblée nationale avec les pires ennemis de la classe ouvrière, sous prétexte qu'ils s'opposaient au gouvernement. Et si le RN avait appelé à une manifestation contre Macron, le PCF, le PS, LFI et les chefs syndicaux y auraient-ils appelé aussi sous prétexte que c'était contre Macron ?

Mais qu'aurait-il résulté du vote majoritaire d'une motion de censure avec un ramassis de députés LR et RN ? Une dissolution de l'Assemblée nationale et de nouvelles élections législatives. Et dans ce cas, c'était un boulevard pour le parti fascisant puisque les partis « réformistes » venaient de voter bras dessus bras dessous avec lui à l'Assemblée nationale ! Brader l'indépendance de classe sous le prétexte d'obtenir un résultat immédiat est une trahison qui se paie ensuite. C'était vrai de l'appel à voter pour Macron en avril 2022 au prétexte de faire barrage à Le Pen, c'est encore vrai quand on vote à l'assemblée avec Le Pen contre Macron !

Combattre pour la grève générale ou suivre les appareils syndicaux ?

La classe ouvrière doit tirer le bilan de cette défaite pour pouvoir demain submerger le dispositif contrarévolutionnaire des appareils du mouvement ouvrier, pour se défendre, pour vaincre. Malheureusement, elle ne peut bénéficier d'aucune aide pour cela du côté des organisations centristes (révolutionnaires en parole et adjointes des chefs syndicaux en pratique). Ainsi pour l'aile pro -NUPES qui a scissionné du NPA à son dernier congrès, c'est la couverture sans fard des appareils :

Ce vote annoncé pour jeudi 8 juin, s'il a lieu, est l'occasion d'un nouvel affrontement. Dans ce cadre,

nous avons toutes et tous intérêt à nous faire entendre, à exercer une pression maximale en vue de ce vote, mais aussi –et peut-être surtout– à faire vivre cette vague de contestation politique contre Macron et son monde. C'est tout l'enjeu d'être en grève et dans la rue ce mardi 6 juin. (NPA Anticapitalistes, 30 mai)

Quant à LO, qui n'a jamais dit un seul mot sur la nécessité d'imposer la grève générale tout au long de cette mobilisation alors que c'était la seule perspective concrète véritablement révolutionnaire, elle continue de soutenir vaille que vaille les journées d'action.

Mais quels que soient les calculs des dirigeants syndicaux, ceux qui ont manifesté et fait grève le 6 juin ont pu affirmer les intérêts de leur classe sociale et montrer qu'ils ne se fiaient qu'à leurs propres forces pour inverser le cours des choses ! (LO, 7 juin)

LO, qui n'avait vu en mai-juin 1968 non une crise révolutionnaire mais un simple mouvement revendicatif, promet le socialisme comme d'autres promettent le paradis.

Cette lutte de classe est à mener aujourd'hui avec la conscience qu'il faudra, un jour, aller jusqu'au bout, jusqu'à notre émancipation totale, c'est-à-dire la fin de l'exploitation, le renversement de la domination de la bourgeoisie et de son système capitaliste. (LO, 7 juin)

RP était partie du NPA, entre deux congrès, sans aucune divergence stratégique. Elle a créé, tardivement, un « réseau pour la grève générale ». Mais il y a tromperie sur la marchandise car RP couvre toujours l'isolement par les bureaucrates syndicaux des secteurs les plus combattifs au moyen de « reconductibles » éclatées.

À partir du 7 mars, plusieurs syndicats et fédérations syndicales se sont donné l'objectif de dépasser le plan de bataille de l'intersyndicale en appelant à la reconductible, comme Sud Rail, l'intersyndicale RATP, et les syndicats ou fédérations CGT des Ports et Docks, Chimie, Énergie, Cheminots, Verre et Céramique et Éboueurs. (RP, 1^{er} avril)

En réalité, sous ce masque, RP a pour objectif, non pas d'imposer la grève générale contre les directions traditionnelles, mais « d'élargir la grève reconductible ».

Son mentor, le PTS argentin, n'avance jamais l'autodéfense mais donne aux travailleurs comme perspective politique la diversion de l'assemblée constituante. RP essaie de refiler, en se contorsionnant, la même camelote étapiste et réformiste en France.

Nous ne sommes pas encore en condition de remplacer Macron par un gouvernement des travailleuses et des travailleurs... Il faut abroger la Vème République et éliminer la figure présidentielle, en nous inspirant de la Convention de 1793, instaurant une assemblée unique dont le rôle ne serait pas de parler pendant que le gouvernement gouverne, mais de

légiférer et gouverner en combinant les pouvoirs législatifs et exécutifs. Ses membres seraient élus pour deux ans. (RP, Face à la radicalisation autoritaire, pour une réponse démocratique, 8 avril)

Supprimer le Sénat et la présidence est tout à fait juste, mais opposer délibérément de telles mesures démocratiques au mot d'ordre de gouvernement des travailleurs, tout en « oubliant » systématiquement l'armement du prolétariat, c'est converger dans les faits avec les deux POI (et leur « assemblée constituante ») et LFI (et sa « 6^e république »).

Pour le NPA anti-NUPES, si la grève générale figurait bien dans sa liste de mots d'ordre, en réalité il n'a pas combattu pour imposer l'appel à la grève générale, n'a jamais osé affronter les dirigeants syndicaux. Il a seulement trouvé insuffisante l'intersyndicale.

L'intersyndicale a dirigé le mouvement tout au long des derniers mois. Mais après le premier mai, elle n'a proposé comme échéance générale que le mardi 6 juin, plus d'un mois après. Et les différents syndicats ont accepté individuellement de rencontrer le gouvernement pour aborder d'autres sujets. Parce qu'il ne faudrait pas que la lutte contre la réforme bloque le dialogue ? Voilà une drôle de façon de « bloquer le pays ». (NPA Révolutionnaires, 29 mai)

Comme si la question était dans le rythme des journées d'action de l'intersyndicale et pas dans son refus d'appeler à la grève générale ! Cela conduit Convergences révolutionnaires, le courant façonné par LO qui dirige le NPA anti-NUPES, à soutenir de fait la journée d'action du 6 juin des bureaucrates... et même les ridicules casseroles des mélenchonistes :

La préparation de cette journée doit être un point d'ap-pui... La casserole est devenue une arme fatale... (NPA Révolutionnaires, 23 mai)

Fort de son succès, Macron met les bouchées doubles pour marquer de nouveaux points au compte de la bourgeoisie française. Il détruit des bidonvilles à Mayotte, avec le soutien du RN et de LIOT, les partis qui étaient censés se mettre au service des travailleurs à l'Assemblée le 7 juin.

Le gouvernement poursuit contre les chômeurs

Le 7 juin, soit le lendemain de la 14^e journée d'action, le ministre du Travail Dussopt a présenté son projet de loi au conseil des ministres « pour le plein emploi ». Il s'agit de contraindre ces chômeurs à retourner le plus vite possible au travail, à commencer par les bénéficiaires du RSA, qui se la coulent douce en vivant grassement avec leurs 607,75 euros mensuels. Le projet prévoit pour ces feignants un suivi particularisé, avec stages, formations, immersions en entreprises dont le respect conditionnera le versement de l'allocation, en liquidant au passage Pôle Emploi pour un guichet unique appelé France Travail. Ce n'est qu'un début. Une fois acquise cette nouvelle attaque contre les travailleurs, la bourgeoisie ira plus loin car elle enrage de ne

pas encore pouvoir contraindre tous les chômeurs à devoir accepter tous postes vacants, quels que soient les rémunérations, les conditions de travail ou l'éloignement.

Le gouvernement reprend l'attaque contre les réfugiés et les travailleurs étrangers

Chaque jour, des capitalistes, leurs économistes et leurs représentants politiques se lamentent du nombre d'emplois non pourvus dans différents secteurs économiques. La classe exploiteuse se divise même sur la question : faut-il autoriser la venue d'une main d'oeuvre étrangère pour les métiers en tension ou bien plutôt exploiter le prolétariat bien français, ou bien encore combiner les deux ? C'est en partie l'objet du marchandage en cours entre le gouvernement et LR sur le projet de loi Darmanin visant les réfugiés, les étudiants et les travailleurs étrangers. En partie seulement car si, du côté Darmanin, la notion de « métiers en tension » est tout à fait compatible avec l'exigence de « quotas » d'étrangers de LR, en revanche sur les mesures de répression, de refoulement et d'expulsion des migrants et sans-papiers, c'est la course à l'échalotte entre le RN, LR et le gouvernement pour savoir qui remportera la palme du plus réactionnaire.

Déjà les sénateurs LR ont voté l'idée géniale de supprimer l'aide médicale d'État aux sans-papiers, ce qui du strict point de vue sanitaire est parfaitement inepte. Mais le marchandage continue en coulisses. Fin mai, LR a annoncé déposer deux propositions de loi sur l'immigration, prévoyant des restrictions à l'aide médicale d'État, au regroupement familial, au droit d'asile ou encore aux prestations sociales pour les étrangers, des quotas migratoires et la possibilité de convoquer un référendum sur l'immigration. Pour Éric Ciotti, cela ne fait aucun doute, « si nos propositions sont adoptées, nous résoudrons le problème de l'immigration dans notre pays ». Et quand un déséquilibré, par ailleurs chrétien et syrien, blesse au couteau six personnes dont quatre enfants à Annecy le 8 juin, LR se déchaîne :

Nous avons besoin de rompre avec l'immobilisme en matière d'immigration. Le chaos migratoire nous menace. Or, le texte proposé par Gérald Darmanin, c'est du « en même temps » ! (Éric Ciotti, Le Parisien, 10 juin)

LR demande le 10 juin à être reçu par Macron sur la question de l'immigration, lequel répond illico « être prêt à travailler avec tous les partis de gouvernement dont les LR, sur le sujet de l'immigration, mais pas seulement »... En même temps, LR et le RN ont attaqué le 9 juin l'accord au plan européen conclu pourtant pour mieux refouler les migrants et tenir les demandeurs d'asiles en dehors des frontières européennes, mais sur un point précis, celui prévoyant une répartition entre tous les pays des réfugiés débarqués en Italie, Espagne ou

Grèce. « *Je n'admets pas, comme beaucoup de Français, que nous ne soyons plus décisionnaires de qui entre dans notre pays, qui s'y maintient et à quelles conditions* » a dit Le Pen tandis que, pour Ciotti, « *il faut changer les règles françaises et il ne faut plus se soumettre à des règles qui nous sont imposées, qui sont inadaptées* ». La surenchère réactionnaire entre Darmanin, Ciotti et Le Pen contre les migrants, réfugiés et travailleurs étrangers est lancée.

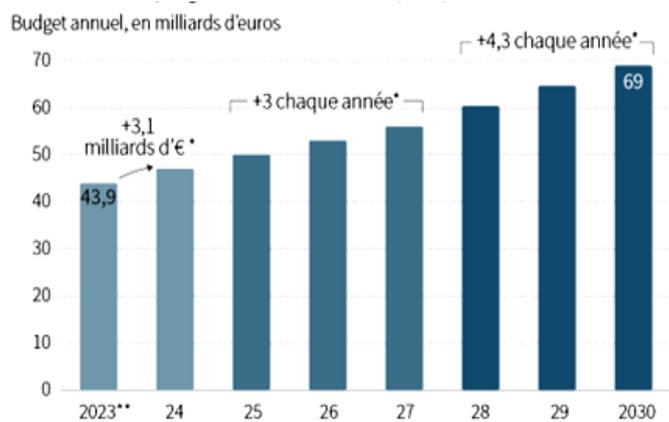
Le gouvernement repart à l'offensive contre les enseignants

Poursuivant sur sa lancée, le gouvernement avance également contre les travailleurs de l'enseignement public avec la mise en place d'un « pacte » qui doit être opérationnel à la rentrée de septembre 2023. Comme les enseignants sont sous-payés depuis des années alors que leurs charges de travail ne font qu'augmenter, Macron et son ministre Pap Ndiaye ont repris l'antienne de la bourgeoisie, travailler plus pour gagner plus, et ont donc inventé ce dispositif. Il s'agira pour les volontaires d'assurer de nouvelles « missions » de 18 à 24 heures annuelles chacune donnant droit à une « indemnité » de 1 250 euros consistant par exemple à remplacer leurs collègues absents « au débotté » ou bien à assurer du soutien scolaire en 6^e. L'objectif est de recenser les volontaires pendant la deuxième quinzaine de juin.

Il n'est pas certain que ceux-ci se bousculent au portillon, les équipes enseignantes étant à juste titre la plupart du temps vent debout contre ce dispositif qui les prend pour des imbéciles. Mais le gouvernement disposera d'une autre arme pour les y contraindre progressivement : l'accord de chaque enseignant avec le projet pédagogique de son établissement qu'il cherche peu à peu à imposer, comme il a commencé à le faire dans les écoles primaires de Marseille en accord avec la mairie PS. Certes, ce dispositif est encore loin d'être pleinement déployé, mais il indique clairement comment le gouvernement entend parvenir à ses fins, en assujettissant plus étroitement chaque enseignant au chef d'établissement.

Le dialogue social est relancé

Les chefs syndicaux se sont rendus à l'invitation de Borne les 16 et 17 mai. Pour le gouvernement, l'important était d'afficher la reprise du « dialogue social » avec les directions syndicales tout en réaffirmant que la contreréforme des retraites allait s'appliquer. Pour faire passer la pilule, Binet a feint une grosse indignation : « *Je suis en colère, sur quasiment tous les sujets, c'était une fin de non-recevoir, avec une politique alignée sur l'intérêt et la volonté patronale* ». Quelle surprise ! Les directions syndicales pensaient-elles réellement que le gouvernement pouvait défendre une autre politique ou bien plutôt s'ingénier-elles à essayer de faire croire aux travailleurs qu'il pourrait en aller autrement afin de légitimer la réouverture des concertations ? S'il y avait un doute, il est levé par le dernier communiqué de l'intersyndicale. Celui-ci liste



* par rapport au budget de l'année précédente

** Le ministre des Armées Sébastien Lecornu a annoncé demander une dépense supplémentaire de 1,5 milliard d'euros pour 2023

Source : ministère des Armées



les revendications qu'elle entend défendre, sous une forme particulièrement ectoplasmique et pour tout dire parfaitement compatible avec la relance du dialogue social voulue par le gouvernement.

L'intersyndicale rappelle que le salaire relève du partage des richesses : l'augmentation des salaires, des retraites et pensions, des minimas sociaux et des bourses d'études est une priorité. Le SMIC doit demeurer un salaire d'embauche et ne peut pas être une trappe à bas salaires... L'État doit aussi montrer l'exemple en augmentant le point d'indice dans la fonction publique. (Intersyndicale, Communiqué, 30 mai)

Où est passée la revendication simple et immédiate du rattrapage de la perte du pouvoir d'achat et de l'indexation automatique sur l'inflation, pour les salaires comme pour les retraites et les allocations, pour le privé comme pour le public ? Au lieu de quoi l'intersyndicale se contente de dire que l'augmentation... est une priorité. La belle affaire ! Mais quelle augmentation, de combien ? Un flou bien pratique pour justifier les accords au rabais...

Pour la défense de l'armée française, garde-à-vous !

Le 7 juin, la loi de programmation militaire a été votée à l'Assemblée nationale par 408 voix pour, 87 contre et 53 abstentions, après l'examen de quelques 1 791 amendements, dans un esprit rare de communion de l'ensemble des forces politiques représentées autour de la défense et la promotion du bras armé de l'État bourgeois, qui plus est impérialiste. Il s'agissait de voter 413 milliards d'euros pour la période 2024-2030 et chacun s'est félicité de l'ambiance studieuse et cordiale qui a présidé à cet exercice, au point de louer la méthode du ministre des armées qui « *contraste avec la brutalité et l'antiparlementarisme ordinaire du gouvernement* » comme le reconnaît si gentiment le député mélenchoniste Aurélien Saintoul. En réalité, c'est moins l'urbanité du ministre que l'union sacrée de toutes les forces



politiques qui a permis ce résultat qui est, au passage, un autre succès pour Macron, lui dont la direction de la CGT pensait qu'il était désormais privé de « *toute majorité sociale et politique* ».

EELV s'est abstenu en regrettant « *une opportunité ratée d'adapter la défense aux défis de notre temps* », notamment le dérèglement climatique. Des armes et de la mitraille pour l'État bourgeois, oui, mais plus écologiques... LR a voté pour car « *415 milliards, ce n'est déjà pas si mal* » comme le reconnaît le député Thieriot. Le RN a voté pour car « *je me satisfais que l'outil militaire que vous programmez pour les prochaines années ne soit pas incompatible avec la politique étrangère et de défense que je souhaite mener* » a dit Le Pen.

Le PS, tout en partageant « *plusieurs affirmations fortes* » mais en regrettant au final « *le manque d'ambition* » du texte, s'est abstenu. Le PCF a voté contre, tout en reconnaissant « *des avancées notables pour nos armées* », mais parce qu'à ses yeux, trop d'argent est dévolu au titre des armes nucléaires et pas assez au titre des armes conventionnelles : « *aujourd'hui, notre désaccord porte surtout sur le niveau de dépenses engagées à ce titre* ». Quant à LFI, elle a également voté contre en estimant que le projet manquait d'ambition et de vision : « *il ne peut s'agir de faire la même chose avec plus de moyens. Il faut nous projeter. Et cette LPM ne le fait pas* ».

Ainsi, tous les partis sociaux-patriotes ont-ils, à leur manière, déclaré leur flamme à la « *défense nationale* », c'est-à-dire à l'armée impérialiste française, dernier recours contre la révolution sociale à l'intérieur alors que le financement du militarisme va reposer essentiellement sur les travailleurs.

Une étude inédite de l'Institut des politiques publiques relance le débat sur la fiscalité... Pour les très riches, l'impôt est régressif : le taux payé par les 0,1 % les plus fortunés diminue à mesure que l'on grimpe dans l'échelle des revenus. Ces données sont antérieures aux réformes Macron : suppression de l'ISF, « flat tax » sur les revenus du capital, baisse du taux de l'impôt sur les sociétés. (Le Monde, 7 juin)

La bourgeoisie peut se rassurer : la révolution ne viendrait jamais de ce côté-là. Macron peut s'en froter les mains et imposer le service national universel aux lycéens.

Avancer vers un parti communiste internationaliste

La lutte de classes ne cesse pas à cause d'une défaite. Un peu plus tôt, un peu plus tard, la classe ouvrière reprendra le combat d'ensemble. Parce qu'elle n'a pas le choix. Il lui faudra repartir des enseignements qu'elle aura pu tirer de cette mobilisation en défense des retraités, comme le fait la travailleuse interviewée par *Le Monde* le 6 juin dernier regrettant qu'il n'y ait pas eu d'appel à la grève générale.

Le Groupe marxiste internationaliste a combattu avec toutes ses forces pour ouvrir cette voie, dès l'annonce du projet de loi par le gouvernement. Mais il faut pour y réussir une organisation révolutionnaire solidement implantée qui aura ouvertement pour programme l'armement du peuple, le gouvernement ouvrier, l'expropriation du grand capital et les États-Unis socialistes d'Europe. Une telle organisation se battra pour le front unique ouvrier contre toutes les attaques de la bourgeoisie, pour l'indépendance des syndicats et pour leur unification, pour le contrôle des travailleurs sur la production et la distribution, pour l'autodéfense des luttes sociales et des organisations ouvrières. Elle préparera aussi la grève générale contre la prochaine attaque, sans craindre d'affronter les agents de la bourgeoisie au sein des travailleurs.

Les partis ouvriers bourgeois se sont constitués dans tous les pays capitalistes avancés. Sans une lutte résolue et implacable contre ces partis, ces groupes, ces tendances, il ne saurait être question ni de lutte contre l'impérialisme, ni de marxisme. (Lénine, L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme, octobre 1916)

Car la bourgeoisie tire sa force non seulement de son appareil d'État, du capital, de l'idéologie dominante, mais aussi des puissants relais dont elle dispose dans les partis réformistes et à la tête des syndicats. Voués avant tout à la défense du capitalisme français, attachés par mille liens à l'État bourgeois, craignant par-dessus tout la révolution, ces appareils contrerévolutionnaires refusent tout combat véritable pour défendre les revendications car il les amènerait inévitablement à être balayés par le mouvement de la classe ouvrière.

Pour tous ceux qui veulent construire cette organisation révolutionnaire, il n'y a pas de voie médiane. Il faut choisir.

12 juin 2023

Pour la construction du parti communiste internationaliste

Lettre ouverte du Groupe marxiste internationaliste aux militantes et aux militants du NPA anti-NUPES et du NPA Jeunes, 2 juin

Nous avons écrit au NPA anti-NUPES le 16 avril pour proposer de construire en commun le parti ouvrier révolutionnaire qui a manqué pour submerger les appareils contrerévolutionnaires des directions syndicales et des partis réformistes dans la mobilisation en défense des retraites. Une première rencontre a eu lieu à Nantes le 28 avril. Nous avons envoyé un second courrier le 20 mai pour confirmer notre disponibilité pour revoir des membres de votre direction à Presles le 27 mai. Dans cette lettre, nous avons précisé franchement :

Nous n'avons jamais caché les divergences d'analyse et de mots d'ordre avec les différents courants du NPA-C qui sont apparues dans le déroulement de cette mobilisation, ni que notre but n'est pas de maintenir le NPA mais de construire une organisation communiste révolutionnaire sur la base des programmes de l'Internationale communiste (1919-1923) et de la 4^e Internationale (1933-1940). Et nous n'avons nullement l'intention de dissimuler, car nous savons que le meilleur de la tradition du bolchévisme réside dans la clarté des positions de chacun et n'a rien à voir avec la diplomatie de couloir. Mais nous pensons que les forces regroupées dans le NPA-C ont le potentiel –et la responsabilité– d'avancer dans cette voie. Nous réaffirmons que nous sommes prêts à participer à un tel projet.

La rencontre du 27 mai a fait l'objet d'un compte-rendu rédigé par la délégation du NPA et relu par la nôtre. Il a été communiqué à tous nos militants. Le CE du NPA-C doit en discuter avant que le CPN de début juillet décide. Lors de ces deux entretiens, les responsables de Convergences révolutionnaires et d'Anticapitalisme & révolution présents ont soulevé la question du centrisme. L'emploi de ce terme par le Groupe marxiste internationaliste leur apparaissait contradictoire à la demande d'intégration comme courant dans la fraction anti-NUPES du NPA.

D'une part, il ne faudrait pas que la sensibilité au mot « centrisme » empêche de discuter du fond du problème, en particulier de la nécessité de s'opposer à la participation des directions syndicales à toutes les discussions du projet de loi Macron-Borne contre les retraites, de la nécessité de contrer les diversions des partis sociaux-impérialistes (PCF, PS, LFI) et des bureaucraties syndicales : pétition, journées d'action, grèves reconductibles isolées, amendements parlementaires au projet, saisine du Conseil constitutionnel, référendum, motion de censure avec EELV, LIOT, une partie de LR et tout le RN...

Il est clair qu'il fallait y opposer le combat pour la grève générale et l'auto-organisation dès que ce projet de loi a été adopté en conseil des ministres. Nous l'avons fait à la mesure de nos forces : motions du syndicat CGT des pompiers de Lyon, de l'assemblée générale de l'enseignement supérieur de Lyon (avec l'aide du NPA Jeunes), de l'assemblée générale des travailleurs du traitement de l'eau de Nantes, de l'assemblée générale d'une université de Toulouse... Mais, avec l'aide des organisations centristes, le dispositif des appareils contrerévolutionnaires, des agents de la bourgeoisie a abouti, comme nous l'avons annoncé, à une nouvelle défaite. Les casserolades, le projet de loi de LIOT, la journée d'action du 6 juin n'y changeront rien. Il faut dire la vérité aux travailleurs. Il faut tirer les leçons de ce mouvement pour l'avenir.

D'autre part, le centrisme est par essence contradictoire. Tout dépend dans quel sens évolue le courant intermédiaire. C'est ce que prouvent, négativement, l'exemple du POUM qui est rentré dans le Front populaire espagnol en 1936 et, positivement, l'exemple du courant « interrayons » du POSDR (entre bolcheviks et mencheviks) avec Trotsky qui a fusionné avec le Parti bolchevik en juillet 1917. La liquidation de la LCR en 2009 au profit du NPA constituait un pas en arrière car la direction de la LCR mettait désormais sur le même plan le marxisme révolutionnaire avec l'anarchisme impuissant, l'écologisme politique, le féminisme bourgeois et le protectionnisme chauvin. Ce projet était voué à l'échec, comme la crise récurrente du NPA l'a prouvé.

Par contre, l'opposition au front populaire actuel (NUPES) d'une partie du NPA et sa volonté de créer un « *parti des travailleurs et travailleuses communiste, internationaliste* » est positive. En effet, il faut une internationale ouvrière révolutionnaire, et un parti de masse dans chaque pays, pour préparer la révolution, pour aider les travailleurs à s'armer, pour exproprier la bourgeoisie, pour aller vers le socialisme mondial.

Nous sommes prêts à participer à la construction du parti communiste et internationaliste en France, à égalité de droits avec les autres courants, en respectant la discipline dans l'action révolutionnaire. Rompons avec la subordination aux bureaucrates syndicaux de toutes les organisations centristes, rejetons le monolithisme de LO, des POI et de RP ! Renouons avec la tradition du Parti bolchevik, de l'Internationale communiste du temps de Lénine, de la 4^e Internationale du temps de Trotsky ! Avançons ensemble !

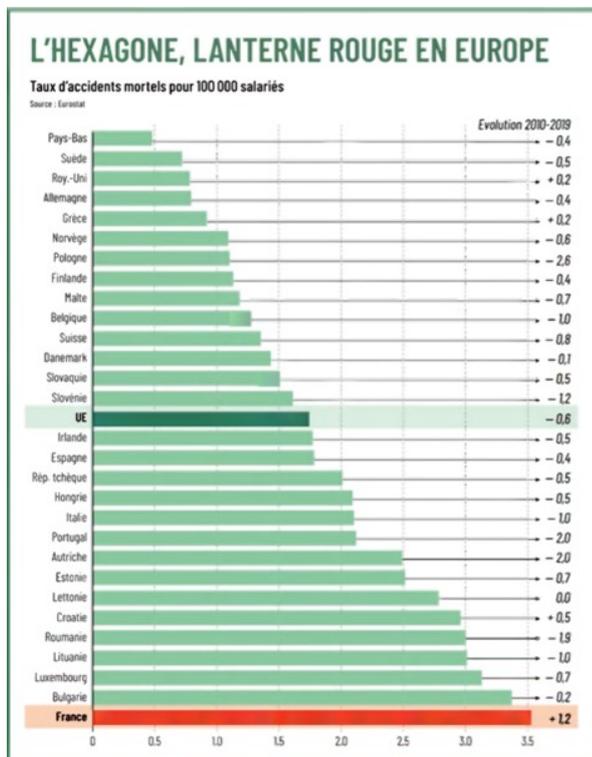
Mortalité au travail, calamité du capitalisme

La loi du 14 avril qui porte le départ à la retraite à 64 ans ne s'y borne pas. L'article 5 modifie aussi la cotisation des employeurs au titre des accidents du travail et des maladies professionnelles. Pour « favoriser l'emploi de salariés âgés », la part des cotisations patronales qui dépend de la « sinistralité » de l'entité (la fréquence des accidents et des maladies en son sein) diminue et la part forfaitaire augmente. Cette évolution réduit l'incitation à réduire le danger dans le site. Tant pis pour la prévention !

Les 693 accidents mortels recensés en 2021 dans le secteur privé et l'agriculture résonnent avec la célèbre expression attribuée à Karl Marx, « perdre sa vie à la gagner ». Sa formule tenait plus de l'analyse du caractère aliénant du rapport social capitaliste, mais, prise au pied de la lettre, la citation garde toute sa pertinence encore aujourd'hui, malgré ce que Macron, alors ministre de l'économie de Hollande, voudrait bien nous faire croire.

La vie d'un entrepreneur, elle est bien souvent plus dure que celle d'un salarié. Il ne faut jamais l'oublier. Il peut tout perdre, lui, et il a moins de garanties. (BFM-TV, 18 janvier 2016)

Non, ce ne sont pas « les entrepreneurs qui prennent tous les risques » comme Macron le rajoute 4 jours plus tard, au 46^e Forum économique mondial de Davos, la Mecque des magnats capitalistes.



TAUX DE MORTALITÉ DES ACCIDENTS DU TRAVAIL DANS L'UE (EUROSTAT)

Le travail tue toujours 2 fois par jour en France

Dans son bilan de l'année 2021, publié en novembre 2022, la direction générale du travail (DGT du ministère du travail) a comptabilisé 650 000 accidents du travail (avec 255 000 interventions de l'inspection du travail pour 157 061 rappels à la réglementation). Alors que la baisse avait été continue entre 1950 et 1985 (au total -54 %), le taux d'accident n'a baissé que de 20 % entre 1985 et 2009 et remonte depuis.

Dans l'Union européenne, c'est en France que le travail emporte le plus de travailleurs, avec un taux de mortalité de 3,53 pour 100 000 personnes, au même niveau que la Bulgarie, la Roumanie, les pays baltes, pour une moyenne dans l'UE autour de 1,7 (Eurostat). Dans des pays d'économie similaire comme l'Allemagne et la Grande-Bretagne, le taux se situe autour de 0,75. Pire, alors que dans l'UE, l'évolution entre 2010 et 2019 du taux de mortalité baisse, celui de la France enregistre la plus forte hausse (+1,2 %).

Sous l'égide du gouvernement Hollande-Valls (PS-PRG), la loi El Khomri de 2017 avait réduit les droits des travailleurs en matière de prévention des risques et de surveillance de leur santé. Elle a introduit la suppression de la visite médicale d'embauche, remplacée par « une visite d'information et de prévention » non obligatoire, la fin de la visite médicale biennale. Les modalités de recours contre avis d'inaptitude, assurée auparavant par l'inspection du travail, a été confiée à la justice (en fait, à la fêrle du patronat puisque 50 % des juges des conseils des prudhommes sont des employeurs).

En outre, cette loi permet aux patrons de valider une série d'accords dérogatoires aux conventions collectives comme l'augmentation du temps de travail sur fond de menaces d'une réduction des effectifs ou de délocalisation. Dans l'usine Smart d'Hambach en Moselle, un référendum consultatif est organisé par l'entreprise en 2015, qui propose aux 800 salariés le passage à 39 heures afin de conserver l'activité. 74 % des cadres et techniciens votent pour alors que 61 % des ouvriers refusent cet accord. Ces derniers savent trop bien les conséquences sur les lignes de production et le poids à supporter de l'augmentation des cadences.

Pour l'année 2019, on dénombre 804 décès liés au travail. C'est au-dessous de la réalité puisque l'assurance-maladie ne comptabilise pas les accidents du travail ou les victimes de maladies professionnelles pour les indépendants et pour le secteur public. L'Etat bourgeois est défaillant dans son rôle d'employeur vis à vis de ses travailleurs, il se garde bien de révéler son bilan pour toute la fonction publique. À défaut, seule une estimation permet d'avancer le chiffre total d'un millier de morts en France chaque année dus à l'exploitation capitaliste.

Moi, j'adore pas le mot pénibilité, parce que ça donne le sentiment que le travail c'est pénible. (Macron à Rodez, 3 octobre 2019)

N'en déplaie au petit Jupiter, pour la majorité des travailleurs, l'expérience quotidienne du travail salarié demeure une souffrance bien réelle. En France, plus de la moitié des travailleurs se déclarent épuisés, un record dans l'UE. Pour Macron qui n'a jamais sué ailleurs qu'au tennis, le mépris de classe s'ajoute à l'ignorance des conditions de travail du prolétariat.

Les jeunes et les intérimaires paient un lourd tribut

Au sein de la classe ouvrière, ceux qui sont les plus touchés par la dureté du labeur sont d'abord les jeunes exploités et les catégories les plus précaires comme les intérimaires.

Les apprentis et les jeunes travailleurs cumulent le manque d'expérience et souvent un sous-encadrement ou un déficit de formation de leurs tuteurs qui les rend plus vulnérables dans leur travail. En 2019, près de 27 000 AT concernaient les moins de 20 ans, 10 301 pour les apprentis dont 15 ont perdu la vie. La promotion de l'apprentissage bat son plein avec des arguments révélateurs, comme ceux de Macron à l'université du Medef, qui ne font pas de mystère sur les intentions de baisser avant tout le coût du travail. Tant pis si c'est au risque des plus exploités.

Je compte sur vous pour engager plus d'apprentis. C'est désormais gratuit quand ils sont mineurs. (Macron, 19 août 2015)

Entre 2017 et 2021, le nombre d'apprentis est passé de 290 000 à 698 000 (Dares, 2021), le nombre de contrats ayant doublé dans le privé. Certains candidats à la présidentielle de 2022, comme les cheffes de LR (Pécresse) ou du RN (Le Pen) demandaient l'abaissement de l'âge légal d'entrée dans l'apprentissage à 14 ans.

Selon l'Institut national de recherche et de sécurité (INRS), la fréquence des accidents du travail est 2,5 fois supérieure chez les moins de 25 ans que pour l'ensemble des travailleurs. L'étude de la Mutuelle sociale agricole (MSA), montre que le nombre d'accidents graves chez les apprentis agricoles a augmenté de 29,2 % entre 2012 et 2016.

Les attaques menées depuis 30 ans contre l'enseignement professionnel par les gouvernements successifs ont poursuivi un seul but, livrer la jeunesse des classes populaires (55 % des élèves viennent d'un milieu défavorisé) aux exigences du patronat. Réduction des heures d'enseignements généraux, augmentation de 50 % du temps passé en entreprise, réduction du choix des filières aux besoins des bassins d'emplois locaux, aubaines qui vont accroître les risques d'accidents au travail.

À l'aube de sa vie active, un travailleur a un risque de lésion quatre fois plus élevé au cours du premier mois d'embauche, qu'au cours des 12 mois suivants dans cet emploi (Rapport de l'OIT sur la sécurité et la santé des jeunes travailleurs, 2018).

Quand on est jeune, 35 h, ce n'est pas long. (Macron, *Nouvel Obs*, 10 novembre 2016)

Premiers de cordée, premiers sacrifiés

Les 2,5 millions de travailleurs précaires (soit 800 000 ETP) sont les premières victimes d'accidents du travail et particulièrement exposés aux maladies professionnelles. La moitié des intérimaires ont moins de 25 ans et sont des ouvriers qualifiés (40 %) ou non qualifiés (36 %). Sur les près de 17 millions de contrats (année 2021) passés dans les 10 774 agences d'intérim, 87 % sont d'une durée inférieure à un mois.

Employés dans l'industrie et les travaux publics (BTP) sur les postes les plus à risques, leur exploitation est maximale, la rentabilité s'opposant à la prévention des risques, à l'apprentissage de l'utilisation des moyens de protection quand il y en a. Leur fragilité contractuelle s'y ajoute. Chaque année, ce sont plus de 50 000 accidents qui sont déclarés dont 3 000 graves, pour un taux de fréquence et une gravité deux fois supérieures à l'ensemble de l'effectif salarié (*Accidents du travail en 2019*, Dares, octobre 2022).

En 30 ans, les effectifs des travailleurs précaires ont été multipliés par 4. La guerre économique mondiale s'étant intensifiée depuis la fin du 20^e siècle, la flexibilité des travailleurs est un enjeu majeur de la compétitivité des entreprises françaises, d'où le recours à la sous-traitance en cascade, aux travailleurs détachés ou sans papiers.

La situation de précarité contraint souvent le travailleur intérimaire à sous-déclarer les accidents dont il est victime, par crainte d'être écarté pour de futures missions. Les ouvriers détachés au sein de l'UE, dont le nombre est passé de 7 500 à 260 000 en 20 ans, sont souvent victimes d'abus comme le détachement frauduleux.

Entre 2008 et 2012, Bouygues Construction a employé illégalement 460 ouvriers polonais et roumains sur le chantier du réacteur EPR de Flamanville. Conséquence, plus d'une centaine d'accidents du travail n'ont pas été déclarés (*Médiapart*, 14 janvier 2021). Selon la CPAM, un accident du travail survient toutes les deux minutes dans le secteur du BTP (215 décès en 2019), et dans 45 % des cas, il résulte de l'absence ou de l'insuffisance de dispositif de sécurité.

Pour les travailleurs sans papiers (600 000 à 700 000 en 2021), les conditions de travail se détériorent encore plus, leur situation administrative les condam-

nant à une précarisation accrue. Il arrive que les corps des victimes d'accidents mortels soient purement et simplement abandonnés aux abords des chantiers par leurs patrons sans vergogne (*Le Parisien*, 25 mars 2019).

L'inspection du travail, un bras pas si armé

L'inspection du travail, chargée de contrôler 1,76 million d'entreprises du secteur privé et de veiller au respect du droit du travail auprès des 18 millions de salariés a connu un sort identique au reste de la fonction publique : restructuration, coupes budgétaires, réduction d'effectifs. Sans doute pour atténuer le sentiment d'insécurité des patrons, souvent évoqué pour augmenter les effectifs de la police bourgeoise.

Entre 2014 et 2018, le personnel affecté à l'inspection du travail a baissé de 13 %, soit -11,3 % pour les assistants de contrôle, -26 % pour ceux chargés de leur appui et -6 % pour les contrôleurs et inspecteurs. En 2021, il n'y avait que 1 800 agents de contrôle soit 1 pour 10 000 salariés.

En Île de France, cette baisse conduit à 1 agent pour 11 525 travailleurs. Pour les Jeux Olympiques de 2024 et l'encadrement des grands chantiers liés au Grand Paris,

une unité spéciale de contrôle composée de 7 agents a été créée. À leur charge, surveiller environ 18 000 ouvriers répartis sur 150 chantiers comme celui du village olympique de Saint Denis qui mobilise 3 000 travailleurs sur 52 hectares (75 terrains de football).

Bernard Thibault, ancien secrétaire général de la CGT, ancien membre du conseil d'administration du Bureau international du travail entre 2014 et 2021, est aujourd'hui co-président du Comité de suivi de la charte sociale des JO 2024 ayant pour objectif « *le respect des normes internationales du travail* » et notamment « *le travail décent* » au sens de l'OIT, « *auprès des sous-traitants et fournisseurs* ». A ce jour, 87 accidents y ont été recensés dont 11 graves, auxquels il faut ajouter 5 morts survenus sur les chantiers du Grand Paris dont les délais de livraison sont liés aux JO.

Les accidents du travail, rubrique des faits divers

Les travailleurs qui succombent dans l'exercice de leur travail n'ont guère le droit de faire la une des journaux. L'invisibilité politique et médiatique des accidentés du travail est particulièrement avérée quand il s'agit de la classe des prolétaires. Il suffit de constater que dans

l'Assemblée bourgeoise élue de 2017, aucun représentant n'était d'origine ouvrière, ce qui n'est pas étranger à cette indifférence.

Quand ce n'est pas le mépris qui prévaut comme le montre ce tweet de Valérie Péresse, présidente de la Région Ile de France, en juillet 2021.

Toutes mes condoléances à la famille de l'ouvrier mort dans un éboulement près de la gare de Massy. Le trafic SNCF a dû malheureusement être interrompu, mes pensées accompagnent les voyageurs bloqués en ce dimanche de retour.

Ou Aurore Bergé (députée Renaissance), en 2019, répondant à l'interpellation d'un élu PCF sur la question de la mort au travail :

Mourir au travail : sérieusement ? On en est encore là de la vision du monde du travail ?!

TABLEAU 1 | Sinistralité des accidents du travail selon le secteur d'activité en 2019

	Nombre d'accidents du travail avec arrêt	Fréquence des accidents du travail*	Ratio jours d'arrêt / accidents du travail	Fréquence des jours d'arrêt*	Nombre d'accidents du travail graves (avec incapacité partielle permanente)	Ratio accidents graves / accidents avec arrêt**	Fréquence des accidents graves***	Nombre d'accidents du travail mortels	Fréquence des accidents mortels***
Ensemble¹	783 617	20,4	68,0	1 385	39 653	5,1	1 030,5	790	20,5
Agriculture, sylviculture et pêche	15 306	28,4	75,9	2 158	1 908	12,5	3 545	27	50,2
Industries	97 185	17,4	64,2	1 118	5 860	6,0	1 051	140	25,1
dont									
Production et distribution d'eau; assainissement, gestion des déchets et dépollution	8 441	25,5	76,4	1 945	504	6,0	1 521	13	39,2
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	24 075	23,8	67,7	1 611	1 463	6,1	1 446	20	19,8
Travail du bois, industries du papier et imprimerie	8 238	27,3	63,4	1 732	541	6,6	1 793	14	46,4
Métallurgie et fabrication de produits métalliques à l'exception des machines et des équipements	15 967	23,7	58,8	1 394	966	6,0	1 435	21	31,2
Construction	82 293	33,0	73,8	2 438	5 225	6,3	2 097	164	65,8
Intérim	53 197	39,3	65,4	2 571	2 642	5,0	1 953	55	40,7
Services (hors intérim)	528 048	18,5	67,5	1 250	23 898	4,5	838	401	14,1
dont									
Transports et entreposage	66 959	28,5	81,0	2 306	3 679	5,5	1 565	104	44,2
Hébergement et restauration	41 712	23,7	61,6	1 458	1 518	3,6	862	23	13,1
Activités de services administratifs et de soutien	47 220	23,8	81,4	1 934	3 036	6,4	1 528	49	24,7
Administration publique	74 568	21,1	48,0	1 011	1 840	2,5	520	21	5,9
Hébergement médico-social et action sociale sans hébergement	91 889	39,0	70,4	2 746	3 723	4,1	1 581	21	8,9
Arts, spectacles et activités récréatives	13 932	32,3	51,7	1 671	630	4,5	1 462	14	32,5

¹ Y compris 7 588 accidents du travail dont le secteur d'activité n'a pas pu être identifié.

* Nombre par million d'heures rémunérées.

** Nombre d'accidents avec incapacité partielle permanente (IPP) pour 100 accidents avec arrêt.

*** Nombre par milliard d'heures rémunérées.

Lecture: en 2019, 82 293 accidents du travail ont lieu dans le secteur de la construction, soit 33 accidents par millions d'heures rémunérées. Dans ce secteur, un accident avec arrêt donne lieu en moyenne à 73,8 jours d'arrêt; pour chaque million d'heures rémunérées, les accidents avec arrêt y engendrent 2 438 jours d'arrêt. Les salariés de ce secteur d'activité subissent en moyenne, pour chaque milliard d'heures rémunérées, 2 097 accidents du travail graves (avec incapacité partielle permanente, IPP) et 65,8 accidents du travail mortels.

Champ: France (hors Mayotte), salariés affiliés au régime général ou à la mutualité sociale agricole et agents des fonctions publiques territoriale et hospitalière. Source: Cnam, CCMSA, CNRACL (accidents du travail); Insee, DADS/DSN (heures rémunérées).

Les ouvriers représentent 20 % des personnes en emploi (INSEE) et pourtant seulement 3 % de celles qui apparaissent dans les médias (baromètre CSA, 2019), sauf quand un travailleur arrache la chemise d'un DRH d'Air France, ce qui suscite plus d'émotion que la mutilation ou la mort d'un salarié sur une chaîne de production. Les accidents du travail sont souvent cantonnés dans la rubrique des faits divers de la presse locale ou régionale, comme des événements dont le contexte n'est jamais analysé et classifié comme faisant partie des risques du métier.

Le président est arrivé à Roubaix ce jeudi en fin de matinée pour une cérémonie d'hommage aux trois policiers tués en intervention dans une collision avec un véhicule roulant à contresens à Villeneuve-d'Ascq le week-end dernier. (Le Parisien, 25 mai 2023)

Les flics sont les héros de dizaines de séries télévisées. Les militaires et les policiers qui trouvent la mort en exercice bénéficient d'une couverture médiatique nationale et font la une des journaux télévisés, sans compter les hommages en grandes pompes, les honneurs et les médailles de la République.

Il y a trois fois moins de policiers tués en service aujourd'hui que dans les années 1980. Selon l'Observatoire national de la délinquance, 11 policiers sont décédés en 2018 (entre 6 et 11 entre 2014 et 2017). Dans l'indifférence générale, on dénombre un mort par jour travaillé dans le BTP, 30 fois plus.

Le ministre chargé de la réforme des retraites entérinée par le gouvernement Macron-Borne, a fait mine de se lamenter sur la mortalité au travail à la veille de la journée nationale dédiée.

On ne peut pas accepter qu'au 21^e siècle, on décède de son travail. J'en ai fait un combat personnel. (Olivier Dussopt, Le Figaro, 26 avril).

Les deux années de vie au travail supplémentaires imposées auront pour première conséquence un nombre accru d'accidents au travail. Car si les jeunes travailleurs (entre 20 et 29 ans) subissent un taux d'AT élevé (28,6 par millions d'heures travaillées contre 18,1 pour la tranche entre 50 à 59 ans), la gravité de ceux-ci aug-

mente avec l'âge pour atteindre son maximum pour les plus âgés. Les AT occasionnant la fixation d'un taux d'incapacité est de 12 % pour ces derniers, voire 15 % pour les plus de 60 ans contre 2 % chez les jeunes, alors qu'il y a moins d'AT en moyenne. Le volume et la fréquence des AT mortels croissent avec l'âge et les travailleurs en fin de carrière, bien que ne représentant que 20 % des heures salariées subissent 33 % des accidents mortels (Dares, juillet 2021).

Mort au capital pour en finir avec la mort au travail

La nouvelle secrétaire générale de la CGT a réclamé une augmentation des effectifs de l'inspection du travail et de la médecine du travail :

Pour que nos alertes soient entendues et qu'il y ait une vraie prévention. Et pour sanctionner les entreprises qui ne respectent pas les normes de prévention. (Sophie Binet, 28 avril 2023)

Une revendication bien peu ambitieuse, d'autant que faire payer l'entreprise est une cynique consolation quand un travailleur a perdu la vie. La recherche du profit avant toute autre considération, notamment la santé et la sécurité des travailleurs, est dans la nature du capitalisme. C'est ce rapport d'exploitation que les organisations du mouvement ouvrier ont la responsabilité de combattre à sa racine.

Pour cela, il est nécessaire de rompre avec les politiques d'aménagement à la marge des directions syndicales et des programmes des partis ouvriers-bourgeois. Les réunions de concertation avec le gouvernement et les mesures gadget sur la prétendue qualité de vie au travail ne servent qu'à endormir le prolétariat. Les intérêts des travailleurs sont incompatibles avec ceux du capital et ses serviteurs au sein de l'État.

Pour que les travailleurs ne soient plus victimes de mutilation ou de mort au travail, c'est le rapport de classe capitaliste qu'il faut renverser. Un parti ouvrier clairement révolutionnaire est nécessaire pour permettre aux travailleurs d'imposer leur programme et mettre en priorité leurs besoins les plus urgents pour éviter la calamité de mourir au travail.

4 juin 2023



Abonnement : pour 5 numéros de *Révolution communiste* envoyer 15 euros (ou plus en mentionnant « soutien ») à l'ordre de ARTP à l'adresse postale :

ARTP / AGECA service BP
177 rue de Charonne / 75011 PARIS FRANCE

NOM Prénom

Adresse

Code postal Ville..... Pays.....

Adresse électronique@.....

Choose France : ces étrangers qui sont bien reçus...

La police pour protéger les capitalistes étrangers

À Versailles, une dizaine de jours après la validation par le Conseil constitutionnel de sa loi contre les retraites et l'annonce d'un nouveau projet de loi contre l'immigration de travailleurs, Emmanuel Macron, accompagné de 28 ministres, recevait plus de 200 capitalistes du monde entier en leur demandant de « *venir investir en France... un message qu'il adresse depuis 5 ans aux dirigeants d'entreprise du monde entier* » (Macron, *Twitter*, 15 mai). Enfin, pour éviter que ces réjouissances entre amis capitalistes puissent être gâchées par des intrusions imprévues, le gouvernement avait fait le nécessaire pour assurer leur sécurité, avec une protection policière (500 policiers et une dizaine d'unités de forces mobiles) sur un rayon de 500 mètres autour du château de Versailles, un hélicoptère de la gendarmerie et des drones.

Quelques heures plus tard, il recevait plusieurs de ces grands patrons à l'Élysée, dont Elon Musk, une incarnation presque pure de la voracité et de l'inconscience capitalistes.

Un outil pour attirer les capitalistes, pas les travailleurs

Depuis son élection, Macron reçoit une fois par an des grands patrons d'entreprises étrangères pour les inciter à investir en France. Il s'agit de « *présenter et expliquer aux grandes entreprises internationales les réformes menées pour favoriser l'activité économique de notre territoire* » (site de l'Élysée), en d'autres termes leur montrer comment l'État français est capable de renforcer l'exploitation de la classe ouvrière, autrement dit améliorer les perspectives de rentabilité pour les capitalistes (attaque contre le droit du travail, contre les retraités, contre les chômeurs, contre les fonctionnaires, contre les enseignants...) et de mater ceux qui résistent. Comment mieux incarner la politique de Macron et son gouvernement au service du capital ?

Ce gouvernement, comme les gouvernements bourgeois du monde entier, est un serviteur du capital, contre le travail. Reste qu'il n'est pas anodin que *Choose France* est également le nom anglais donné au dispositif, lancé en 2018, de multiplication par 17 des frais d'inscription à l'université pour les étudiants étrangers hors-Union européenne, dans le but « *d'accentuer l'attractivité de la France auprès des étudiants internationaux* », enfants de bourgeois faut-il préciser, et donc d'écarter tous les autres. Si Macron veut attirer les capitalistes, s'il veut repousser les étudiants étrangers pauvres, il estime également qu'« *on ne doit pas être un pays trop attractif* » pour les travailleurs étrangers (*Europe 1*, 25 septembre 2019), à qui le projet de loi Darmanin propose de réaffirmer l'alternative « *expulsé* » ou « *surexploité* ».

Il est vrai que le capitalisme en France n'est plus que l'ombre de ce qu'il était au XIXe siècle, et son déclin se poursuit lentement. Les capitalistes le savent, puisque le 28 avril dernier Fitch, une de leurs agences de notation (ces espèces de jury qui décernent aux gros emprunteurs des notes et qui sont regardés de très près par les gros prêteurs), a abaissé la note de l'État français de (de AA à AA-) ce qui pourrait avoir pour conséquence une hausse du taux auquel il emprunte.

Le ministre de l'économie Bruno Le Maire versait des larmes de crocodile en jugeant cette « *appréciation pessimiste* » (*Le Monde*, 28 avril), tout en se vantant des attaques contre le travail, en particulier contre les allocations chômage et les pensions retraite, et des cadeaux au capital avec le CICE (20 milliards d'euros), la baisse des impôts de production (10 milliards), la CVAE (au moins 10 milliards), le Crédit impôt recherche (6 milliards), la transformation de l'ISF en IFI (5 milliards), l'impôt forfaitaire sur le capital ou flat tax (3 milliards)... sans compter les 413 milliards pour l'armée.

Le Maire peut être soulagé : le 4 juin, l'agence Standard and Poor's a maintenu son évaluation à AA en arguant en particulier de la « *réforme des retraites* » dont les directions syndicales et leurs adjoints politiques font semblant de croire qu'elle n'a pas été passée, faute de grève générale.

Des investissements mais peu d'emplois

Macron prétend vouloir réindustrialiser la France. Outre qu'il se soucie peu de l'impact de l'industrie de ses amis capitalistes sur l'environnement, puisqu'il demandait quelques jours avant de les recevoir « *une pause réglementaire européenne* » (*Le Monde*, 12 mai) à ce sujet, il est vrai que la part de l'industrie dans l'économie (11 % du PIB) est une des plus faibles dans l'Union européenne. Seuls Chypre, le Luxembourg et Malte font moins.

Reste que l'État français se vante d'être la première destination européenne des investissements directs étrangers, mais en regardant de plus près ces projets d'investissement, on constate qu'ils sont peu pourvoyeurs d'emplois, puisqu'un projet d'investissement étranger en France revient à créer 33 emplois (alors que les salaires ont augmenté de 5,2 % en un an), contre 58 en Allemagne (où les salaires ont augmenté en un an de 5,2 % dans l'industrie et de 11 % dans la fonction publique), 64 au Royaume-Uni (où le salaire minimum a augmenté de 9,7 %), 379 en Espagne (où le salaire minimum a augmenté de 8 %).

6 juin 2023

Congrès du SNESup-FSU, 12-14 juin

Le congrès d'orientation du syndicat national de l'enseignement supérieur (SNESup), qui fait partie de la FSU, avait lieu à Paris du 12 au 14 juin. Le rôle de ce congrès est de discuter de l'orientation du syndicat et de renouveler sa direction. Il se compose de délégués (127) élus par les sections qui ont voté préalablement sur le bilan de la direction et sur les motions d'orientation. Le congrès vise en réalité à valider les votes et laisse peu de place au débat. 1 674 syndiqués ont voté, soit à peine plus d'un tiers de participation (34 %). 1 269 ont voté en faveur du bilan (76 %), 108 ont voté contre (7 %), le reste s'abstenant ou ne prenant pas part au vote. Les deux tendances qui se partagent l'essentiel des postes de direction sont restées majoritaires : 867 voix pour Action syndicale (soit 52 % des exprimés, et 22 sièges à la commission administrative, qui en compte 41) et 461 pour École émancipée (30 % et 12 sièges). La tendance AGIR, une scission bureaucratique de la direction a obtenu 227 voix (15 % et 6 sièges), et une nouvelle tendance PSC (Pour un syndicalisme de combat), un centrisme assez confus, a obtenu 52 voix (3 % et un siège).

Tout au long des trois journées, la direction SNESup a cherché à nier la responsabilité des directions syndicales dans la défaite que constitue le report de deux ans de l'âge de la retraite et ainsi masquer leur trahison. La secrétaire sortante (et réélue) Anne Roger se demande si « *la lutte sur les retraites est une défaite* ». Le ton était le même de la part de la majorité des organisations invitées. Le représentant SNTRS-CGT tenait, dans le même discours, deux propos inconciliables : « *on a gagné* », puis : « *on aurait gagné avec la grève générale* ». Le représentant du SNCS-FSU vantait « *l'exemplarité des syndicats* » et se réjouissait des « *mouvements en cours... pour une nouvelle programmation budgétaire, pour un dialogue social dans le ministère* ». Le représentant de l'UNEF se disait quant à lui « *optimiste pour la suite* », assurant que « *la période a redonné confiance au syndicalisme* », que « *l'unité syndicale a permis de faire de grandes choses* ». Quant à Benoit Teste, secrétaire de la FSU, qui acceptait à ce moment-là de discuter avec le ministre Ndiaye sur la dislocation des statuts (les « pactes »), affirmait que le mouvement « *est un point d'appui* », martelait sa « *confiance en les journées d'action* » en vue d'une « *inversion du rapport de force sur la répartition des richesses* ».

La possibilité d'intervenir pour défendre une position distincte de la direction était très limitée, deux heures de débat en séance plénière en début de congrès, chaque intervenant étant limité à trois minutes. L'intervention d'un délégué membre du Groupe marxiste internationaliste fut la suivante :

Le gouvernement Macron-Borne, à la suite des gouvernements Macron-Castex, Macron-Philippe, et de tous



les gouvernements bourgeois qui les ont précédés poursuit l'offensive de la classe capitaliste contre tous les travailleurs. Après les offensives contre les chômeurs, contre les étudiants, contre les enseignants, contre les étrangers, contre les travailleurs étrangers, le gouvernement s'en est pris à tous les salariés, passés, présents et futurs en repoussant de deux ans l'âge minimum légal de départ à la retraite.

Les travailleurs et les jeunes ont montré leur détermination en se mobilisant contre ce projet, jusque dans les petites villes comme on ne l'avait pas vu depuis très longtemps. Pas moins de quatorze journées d'action, ont été convoquées par l'intersyndicale. Mais au bout du compte, la loi a été promulguée. C'est une défaite pour tous les travailleurs. Il faut en tirer le bilan si l'on veut se préparer aux prochaines luttes, inévitables.

Cette défaite n'était pas écrite d'avance. Ce n'est pas la mobilisation et la combattivité des travailleurs qui ont manqué. Mais cette défaite vient d'une part des illusions répandues volontairement par les députés LFI, PCF, PS, qui ont cherché à entretenir le mythe que le parlement pourrait s'opposer efficacement au gouvernement. Évidemment le gouvernement a utilisé toutes les ficelles de la constitution gaulliste réactionnaire de la V^e République pour parvenir à ses fins, à coup de 44.1, 47.1 et 49.3. D'autre part, cette défaite résulte de l'éclatement et de la dispersion des forces de la jeunesse et des travailleurs par les appareils syndicaux qui ont accepté de discuter pendant des mois avec le gouvernement du projet contre les retraites, qui ont convoqué 14 journées d'action dont ils savaient pertinemment qu'elles ne menaçaient en rien le gouvernement.

On nous dit que les travailleurs ne sont pas prêts pour la grève générale, que la grève générale ne se décrète pas. Pourtant, qui a décrété ces 14 journées d'action parfaitement inoffensives, pendant que les secteurs les plus combattifs étaient appelés à des grèves reconductibles isolées, épuisantes, couteuses

et inefficaces ? Seule la grève générale, en dressant toute la force de la classe ouvrière, pouvait vaincre le gouvernement. En refusant obstinément d'y appeler, ce sont leurs directions qui ont protégé Macron.

Les jeunes et les travailleurs viennent de subir une défaite mais ils ne sont pas écrasés. Le gouvernement envisage de porter de nouveaux coups. Le mot d'ordre de grève générale, de comités de grève élus, d'auto-organisation sera de nouveau à l'ordre du jour. Notre organisation syndicale peut jouer un rôle très important dans ces combats futurs, si elle est claire dans son analyse sur le bilan de ce mouvement et claire dans les perspectives.

Il a déposé une motion :

Depuis des années, le service public d'enseignement supérieur se dégrade à grande vitesse (sélection accrue des étudiants avec Parcoursup et Bienvenue en France, diminution du nombre de recrutements de personnels titulaires, renforcement des pouvoirs locaux, aggravation des difficultés de financement et incitation à la concurrence entre collègues avec l'explosion de la recherche par projets, blocage des salaires...).

Le congrès du SNESup-FSU rejette toute concertation des projets gouvernementaux. Il se prononce pour le départ des représentants de la FSU du Conseil d'orientation des retraites, du Conseil économique, social et

environnemental, et du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Le congrès demande à la FSU et à toutes les confédérations d'exiger le retrait pur et simple des projets contre l'enseignement supérieur et la recherche publics, contre les étudiants, contre les personnels, de préparer les combats pour vaincre le gouvernement et satisfaire les revendications (augmentation des salaires, respect des statuts, titularisation des précaires, maintien de nos retraites, embauche massive de titulaires...).

Mais, comme la plupart des motions, elle n'a pas été soumise au vote. Ainsi fonctionne l'appareil qui a appelé à voter Macron lors de l'élection présidentielle au nom de la défense de la démocratie.

Dans l'enseignement supérieur comme dans tous les secteurs, dans la FSU comme dans tous les autres syndicats, fédérations ou confédérations syndicales, il est nécessaire qu'une tendance intersyndicale lutte de classe se constitue pour combattre :

- Contre la participation des directions syndicales au dialogue social, concertations, négociations des plans et attaques du gouvernement et du patronat et pour imposer le retrait des syndicats de tous les organes de participation, concertation et cogestion, aussi bien du Conseil d'orientation des retraites (COR) ou du Conseil économique, social et environnemental (CESE) que des conseils d'université ou conseils d'établissements en lycées ou collèges, qui, tous, servent de point d'appui dans la discussion et la mise en place des contreréformes.
- Contre la politique des journées d'action qui sont des coups d'épée dans l'eau qui ne gênent en rien ni le gouvernement ni le patronat et contre l'appel aux grèves reconductibles dans les secteurs les plus combattifs qui isolent et épuisent les travailleurs sans résultats
- Pour mettre d'ores et déjà à l'ordre du jour et défendre lors des prochains combats inévitables des revendications nationales comme le rattrapage et l'indexation automatique des salaires, retraites et allocations sur l'inflation, la création des postes nécessaires dans l'enseignement public, la recherche publique, la santé publique, etc., les mots d'ordre de grève générale, de comités de grève élus, coordonnés et centralisés, d'autodéfense des manifestations et des piquets de grève.
- Pour l'unification de tous les syndicats en une seule confédération syndicale, unitaire et démocratique, avec droits de tendance, pour rassembler tous les travailleurs.



LE GROUPE MARXISTE INTERNATIONALISTE EST LA SEULE ORGANISATION QUI A COMBATTU CLAIREMENT POUR LA GRÈVE GÉNÉRALE.

PRENDS CONTACT AVEC NOUS !
GROUPEMARXISTE.INFO

19 juin 2023

L'impasse des black blocs

De l'autonomie à internet

La mouvance black bloc trouve son origine dans les mouvements « autonomistes » italiens des années 1960-70. Apparue en opposition aux méthodes et à la mainmise du Parti communiste italien (PCI) sur le mouvement ouvrier, la « nouvelle gauche » attribue la brutalité de celui-ci non à son orientation contrarévolutionnaire, mais à son organisation structurée. Cette confusion anarchiste marquera le courant autonomiste et ses futures déclinaisons. Cette frange minoritaire, qui essaimera à l'international, au lieu de combattre, en renouant avec le bolchevisme, le stalinisme et l'impasse dans laquelle il maintient la classe ouvrière, préférera fantasmer l'émeute, le spontanisme, la jacquerie stérile.

En Allemagne, le même phénomène se produit à partir de la fin des années 1970. La mouvance commence à s'habiller en noir, gagnant son surnom de Schwarzer Block (bloc noir), internationalisé en black bloc.

Le bloc se regroupe au sein d'une manifestations appelée par d'autres. Les BB se distinguent des autonomes par l'usage des moyens de communication moderne qui permettent de prévenir beaucoup de monde rapidement sans avoir besoin de connaître les différents participants. Certains forums ou sites internet servent encore aujourd'hui d'agora aux BB : des sites antifa, Indymedia, Lundi matin, Contre-attaque (anciennement Nantes révoltée), Rebellyon...

Cette technique arrive aux Etats-Unis dans les années 1990 avec pour point d'orgue la conférence de l'OMC à Seattle en 1999 que les organisateurs doivent écourter pour cause d'émeutes. Deux ans plus tard, le sommet du G8 de Gênes est lui aussi perturbé par les black blocs, la police italienne abat un manifestant.

Le BB atteint la France en 2009 à la faveur d'un sommet de l'OTAN à Strasbourg lors duquel 2 000 BB étaient présents parmi les 10 000 contremanifestants. À partir des manifestations contre le projet de loi travail Hollande-El Khomri la présence de BB dans les cortèges devient habituelle.

Un espace créé par l'absence d'organisation révolutionnaire

Ce mouvement recrute dans la jeunesse qui cherche à se radicaliser, qui rejette les manifestations rituelles type promenade sans objectif ni mot d'ordre des chefs syndicaux, mais qui est livrée à elle-même faute de parti révolutionnaire et de syndicat lutte de classe.

Nous étions naïfs, poursuit Helena. On ne savait même pas qu'il fallait une autorisation pour manifester. On marchait tranquillement, sans aucune intention violente, et on s'est fait gazer, charger, matraquer. Ça nous a radicalisés. On était de plus en plus déter

[minés]. (Thierry Vincent, Dans la tête des black blocs, L'Observatoire, 2022, p. 61)

Parmi les organisations d'origine ouvrière, aucune ne se prononce pour l'autodéfense contre la répression policière. Les partis réformistes quand ils sont au pouvoir arment la police et quand ils sont dans l'opposition la défendent en invoquant sa nature républicaine. Les bureaucraties syndicales, loin de protéger les manifestants, syndiquent les flics et réclament plus de moyens pour les forces répressives de l'État bourgeois. Les manifestations sont laissées sans service d'ordre digne de ce nom, les maigres services d'ordre syndicaux n'étant en général présents que pour protéger les dirigeants syndicaux qui n'appellent jamais les manifestants à se défendre. Les organisations centristes qui leur sont liées camouflent la nature de classe de l'État en présentant les policiers comme des travailleurs en uniforme.

Par conséquent, une partie de la jeunesse est séduite par le nihilisme des blocs.

Gosses de riches et fils à papa, non. En revanche, ces individus viennent souvent de milieux à capital culturel élevé : fils de prof, intermittent, journaliste... (Thierry Vincent, Ouest France, 30 mars 2023)

Nombreux et nombreuses sont les gilets jaunes à avoir rejoint le bloc, eux aussi abandonnés par les organisations ouvrières et syndicales.

On y trouve aussi pas mal de supporters « ultras » de foot dont le seul crédo est la violence contre ceux d'équipes adverses et contre les policiers, perçus non comme les défenseurs du capital mais comme une entrave à leur comportement asocial.

Une ligne politique confuse et petite-bourgeoise

Les éphémères et hétérogènes BB se réclament souvent de l'anticapitalisme, une notion confuse. Pour les marxistes, pour autant qu'ils aient une identité politique, les casseurs relèvent de la face individualiste ou nihiliste de l'anarchisme. Selon les prétentions « antiautoritaires », c'est un mouvement informel sans hiérarchie.

Un Black Bloc, comme n'importe quel groupe anarchiste, doit fonctionner sur un mode égalitaire et libertaire, et sans hiérarchie ni poste permettant de faire usage d'une quelconque autorité. (Francis Dupuis-Déri, Les Black Blocs, la liberté et l'égalité se manifestent, Lux, 2007, p. 23)

En fait, conformément à la tradition bakouniniste, le réseau des chefs est secret et ces derniers restent incontrôlables par leur propre base. Lors des manifestations, les chefs encouragent les naïfs amateurs de sensation forte à commettre des actions illégales mais s'en abstiennent quant à eux prudemment. Ils proscrivent toute structuration de leurs membres, les isolent, fabriquent

un mouvement qui n'est qu'une somme quantitative d'individus et qui empêche toute action utile aux exploités.

Cette désorganisation volontaire et revendiquée dessert également la conscience politique, la haine affichée des multinationales se cantonne à des destructions infantiles de vitrines de restaurants rapides, d'abribus parce qu'ils hébergent une affiche publicitaire ou de distributeurs de billets d'une banque. Cela tombe bien, les banques s'emploient justement à en supprimer le plus grand nombre car elles considèrent que c'est une charge pour elles. Mais sans doute les membres du BB n'ont-ils ni compte en banque, ni carte bleue, ni besoin jamais d'argent liquide, ni de s'abriter de la pluie et du vent quand ils attendent un bus ou un tram...

Une fausse lutte contre les bureaucraties

Les animateurs du journal en ligne *Lundi matin*, proches des petits-bourgeois situationnistes du Comité invisible (qui prétendait stupidement lutter contre le capitalisme en sabotant des TGV et en ouvrant des cafés coopératifs dans des villages), tentent de justifier les BB par une transcendance et une spiritualité enterrant la science et la lutte des classes. L'émeute devient un divertissement. L'esthétique est tout, la socialisation de la production n'est rien. Le covid a cependant distendu les liens de pas mal d'anarchistes avec la bande à Coupat et son mentor, le philosophe italien Giorgio Agamben. Leur présentation de l'épidémie comme une aubaine et de la vaccination comme un complot mondial passent mal.

Si le rejet des bureaucraties est constitutif de la mouvance black blocs et si des affrontements ont parfois lieu pour gagner le « cortège de tête », ils relaient constamment les appels aux journées d'action des centrales syndicales. Les BB ne combattent pas pour la grève générale contre les journées d'action, ils ne combattent pas pour le contrôle du mouvement par les masses, pour les comités de grève, leur centralisation face au gouvernement, ils s'en moquent.



1^{er} MAI 2021, PARIS, DES BB ATTAQUENT UN VÉHICULE DE LA CGT

En fait, la multiplication des journées d'action qui est la tactique des appareils syndicaux pour empêcher la grève générale leur convient très bien car elle leur donne encore plus d'occasions de se montrer et de casser. Pire, ils multiplient les agressions contre des syndiqués de la CGT, comme à Paris et à Lyon le 1^{er} mai 2021, ou contre des militants du PCF, comme le 1^{er} mai 2022 à Paris.

Loin de représenter un affrontement salutaire avec les directions traîtres (comme le prétendait RP en 2021), ces actes réactionnaires peuvent même attirer des éléments fascistes.

C'est au sein des syndicats et des assemblées générales que les révolutionnaires prolétariens affaiblissent les bureaucrates. C'est par le libre débat au sein du mouvement ouvrier que les communistes internationalistes combattent le réformisme. Les travailleurs doivent pouvoir se faire leur opinion, ils n'ont pas besoin que des minorités douteuses et masquées décident à leur place.

Une vraie aide à la répression

Les techniques du bloc consistent à se protéger au sein d'un cortège, tablant sur le fait que la présence de manifestants lambda dissuade les repréailles policières. Mais au contraire cela permet aux CRS, aux brigades de répression et aux gendarmes mobiles de justifier les matraquages, les pluies de lacrymo et les arrestations arbitraires qui sont dorénavant la norme. En un an de mobilisation de gilets jaunes, 10 000 personnes ont été placées en garde à vue, 3 100 ont été condamnées et 400 ont pris du ferme.

Il s'agit pour la plupart de personnes étrangères au bloc mais prises dans le feu de l'action. Les membres du bloc eux, plus préparés avec des rechanges sur le parcours, passent la plupart du temps entre les gouttes, sans plus d'égards pour les autres.

De fait, ce 1^{er} mai, la CGT Uber Eats/Deliveroo Lyon, a également déploré que des manifestants encagoulés, « munis en amont de gants de motos et bâtons » aient interpellé des militants du syndicat qui leur



1^{er} MAI 2023, PARIS, DES BB S'EN PRENNENT AU STAND DU PCF

demandaient de ne pas jeter de projectiles à proximité du cortège, afin d'éviter une intervention policière risquée pour leurs collègues en situation irrégulière : « Rien à foutre de tes collègues sans papiers ». (Marianne, 3 mai 2021)

L'État cherche à militariser la répression et à réduire les droits démocratiques de la classe ouvrière et ceci indépendamment de la présence ou non des black blocs. En revanche, le prétexte à la répression fourni par ces derniers lui permet de déployer ses moyens et ses méthodes. Sur ce point le discours des bureaucraties défendant le bien-fondé de la police et les actions stériles du bloc sont complémentaires. Ni les directions syndicales ni les groupes prônant l'émeute individuelle et nihiliste ne tentent d'organiser l'autodéfense des manifestations, seul repart face à la police et aux provocateurs.

Pas de révolution sociale sans parti ouvrier révolutionnaire

Ouvrant la porte aux voleurs et aux pilleurs, adeptes de la destruction comme but en soi, méprisant connaissances scientifiques et historiques, se leurrant sur l'étendue de leur liberté individuelle, les BB ne combattent pas pour libérer la société humaine des chaînes du capital. Cette révolution sera le résultat de l'action

organisée de la classe exploitée, de millions. Or, les nihilistes bannissent la lutte collective ; ils ne se mettent jamais au service des luttes ouvrières et des organes qu'elles produisent, ce qui facilite grandement leur infiltration par les flics.

Nous disons au terroriste : il n'est pas possible de remplacer les masses ; ton héroïsme ne trouvera à s'appliquer utilement qu'au sein d'un mouvement de masses. (Trotsky, Leur morale et la nôtre, 1938)

Qu'une partie de la jeunesse croie trouver dans la mouvance black bloc une façon d'exprimer son rejet du capitalisme ne fait qu'illustrer l'absence d'organisation révolutionnaire de masse. Toutefois ceci ne doit pas faire oublier la présence à leur tête d'agents hostiles à l'émancipation de la classe ouvrière qui prônent l'absence d'organisation, l'individualisme et n'hésitent pas à envoyer des jeunes désarmés face aux armes et à la justice bourgeoises.

Si les communistes révolutionnaires doivent être implacables avec ce genre de chefs, ils proposent à la base de se joindre aux cortèges d'entreprise ou d'intégrer les services d'ordre ouvriers pour protéger les manifestations de la police et des fascistes.

19 juin 2023



Lev Trotsky, *Écrits militaires*, 1918-1922

Souscription des cinq volumes pour 16 4,80 euros par chèque
à l'ordre des *Cahiers du mouvement ouvrier*

en joignant votre nom, votre numéro de téléphone,
vos adresses postale et numérique sous pli adressé à:

Cahiers du mouvement ouvrier / 36 rue de Picpus / 75012 PARIS

Site : <https://cahiersdumouvementouvrier.org/>

Courriel : redaction@cahiersdumouvementouvrier.org.

Turquie : les élections générales des 14 & 28 mai

Le premier tour de l'élection présidentielle du 14 mai s'est terminé avec les résultats suivants : Erdoğan (Alliance du peuple : AKP+MHP), 49,36 % ; Kılıçdaroğlu (Alliance de la nation : İYİ+CHP), 44,99 % ; Sinan Oğan, 5,21 %. Kılıçdaroğlu a abordé le second tour avec un discours populiste de droite et nationaliste dur afin de gagner les électeurs de Sinan Oğan. Au second tour, le 28 mai, le président sortant a été élu avec 52,14 % des voix contre 47,86 % à son adversaire bourgeois [soutenu par la plupart des nationalistes kurdes, des staliniens et des centristes dont le DSIP cliffiste et l'organisation pabliste soeur du NPA membre du TIP].

Le résultat des élections législatives présente un tableau désespérant : Alliance du peuple, 321 députés ; Alliance de la nation, 213 députés ; Alliance du travail et des libertés [le Parti de la gauche verte plus le Parti ouvrier turc], 66 députés. Nous avons affaire au Parlement le plus à droite et le plus réactionnaire de l'histoire de la Turquie, avec une alliance d'extrême droite allant de l'HÜDA-PAR (l'aile légale de l'organisation terroriste djihadiste Hizbullah) au MHP fasciste, en passant par le parti islamiste Yeniden Refah (qui prétend que la Terre est plate).

Les voix de l'AKP ont reculé jusqu'aux taux de 2002, lorsqu'il avait participé pour la première fois aux élections (34,28 %). Cependant, les voix qui se sont détachées de l'AKP sont allées vers les partis islamistes, fascistes, djihadistes qui faisaient partie de l'alliance du peuple. Au fur et à mesure que la coalition de droite formée par l'AKP s'élargissait, au fur et à mesure qu'elle consolidait la base de la droite à son profit, elle a pu obtenir la majorité au Parlement bien que ses voix aient diminué. Cette situation augmente la dépendance de l'AKP aux autres partis de la droite et l'oblige à partager son pouvoir avec des segments de plus en plus larges.

Le CHP a augmenté ses voix de 2,3 millions mais cette augmentation ne s'est pas reflétée dans le nombre de députés que le parti a obtenu. Il a distribué 35 sièges de

député à d'anciens transfuges de l'AKP qui ont présenté leurs propres listes, qui n'ont pas mené de campagne sur le terrain et dont les voix ne dépassaient pas 1 à 2 % : le parti Deva (Remède) 15 députés, le parti Gelecek (Avenir) 10 et le parti Saadet (Félicité) 9.

Le parti qui a gagné tout en faisant perdre son alliance et son candidat à la présidence a été le Bon parti (İYİ Parti). Meral Akşener et son Bon parti qui étaient contre depuis le début la candidature de Kılıçdaroğlu et qui ont quitté la table des 6 avant d'y revenir n'ont même pas fourni l'effort de consolider leur propre base afin qu'elle vote pour Kılıçdaroğlu, ils se sont concentrés uniquement sur les élections législatives.

L'Alliance du travail et des libertés, l'Union des forces socialistes et le TİP, tout en refusant de rejoindre l'Alliance de la nation, ont mis en avant durant la campagne présidentielle le slogan « une voix pour Kemal Kılıçdaroğlu, une voix pour nous ».

Au lieu de participer aux élections en tant que pôle différent avec son propre candidat indépendant et ses propres revendications, la tactique de battre Erdoğan en soutenant le candidat de l'Alliance de la nation a connu une défaite historique. Cette tactique dont il était affirmé qu'elle ferait gagner, a condamné les travailleurs et les opprimés à ne pas pouvoir exprimer leurs revendications et à ne pas pouvoir mener leurs actions. L'insistance du TİP à participer aux élections législatives sous une liste différente a de facto dissout l'Alliance du travail et des libertés.

Pour résumer, les calculs démocratiques pour battre l'Alliance du peuple qui consistaient à mettre les travailleurs à la remorque de l'opposition qui se situe dans le cadre de l'ordre établi ont non seulement échoué à chasser Erdoğan, mais de plus ont renforcé les chaînes de la servitude des travailleurs, des opprimés, des femmes, des LGBTIQ+ et des Kurdes.

29 mai, EKİB/Turquie

Partis et coalitions		Voix	%	+/-	Sièges	+/-
Parti de la justice et du développement ^a	AKP	19 387 412	35,61	▼ 6,95	268	▼ 26
Parti d'action nationaliste	MHP	5 484 506	10,07	▼ 1,03	50	▲ 1
Nouveau parti de la prospérité	YRP	1 529 110	2,81	Nv.	5	▲ 5
Parti de la grande unité	BBP	533 405	0,98	N/a	0	▼ 1
Total Alliance populaire	CUMHUR	26 934 433	49,47	▼ 4,19	323	▼ 21
Parti républicain du peuple ^b	CHP	13 791 166	25,33	▲ 1,35	169	▲ 22
Le Bon Parti	İYİ	5 272 502	9,68	▼ 0,28	43	▲ 1
Total Alliance de la nation	MİLLET	19 063 668	35,01	▲ 1,07	212	▲ 23
Parti de la gauche verte ^c	YSP	4 803 794	8,82	▼ 2,88	61	▼ 4
Parti des travailleurs de Turquie ^d	TIP	940 230	1,73	N/a	4	▲ 2
Total Alliance du travail et de la liberté	EÖİ	5 744 024	10,55	▼ 1,15	65	▼ 2



État espagnol : les élections locales du 28 mai

Les élections du 28 mai dans les communes et les régions autonomes se sont tenues après trois ans et demi de gouvernement PSOE [Parti socialiste ouvrier espagnol, équivalent du PS] – Podemos [Nous pouvons, équivalent de LFI] – PCE [Parti communiste espagnol, équivalent du PCF]. Même s'il a augmenté significativement le salaire minimum, le gouvernement Pedro Sanchez a gouverné loyalement le capitalisme espagnol, renforcé l'OTAN, respecté la monarchie et toutes les lois anti-ouvrières des gouvernements précédents. Elles ont débouché sur une véritable crise politique à l'échelle de l'État espagnol.

Le PSOE a perdu la quasi-totalité de ses positions locales et Podemos s'est effondré comme un château de cartes. Vox est non seulement partisan du capitalisme, mais anti-immigration, climatocéptique, misogynne et nationaliste espagnol.

Les exceptions, comme toujours, sont le Pays basque et la Catalogne, où la représentation de la bourgeoisie locale n'a jamais pu être évincée par le PP. L'analyse par quartiers et niveaux de revenu montre que l'abstention est le fait des électeurs de la classe ouvrière favorables aux partis qui se présentent plus ou moins comme des défenseurs de leurs intérêts de classe : PSOE, IU [Gauche unie, le front du PCE], Podemos, En Comú-Podem [Podemos en Catalogne], Compromís [coalition en Valence], Más Madrid [scission de Podemos]...

Bildu [Réunir, ex-ETA] et BNG [Bloc nationaliste galicien] ont été les exceptions à cette tendance et n'ont pas été affectés par la démoralisation générale. Le BNG, troisième force de Galice, est passé de 12,47 % à 17,25 % des suffrages exprimés, dans un territoire où aucun candidat Vox n'a été élu. De son côté, Bildu est passé de 24,79 % au Pays basque en 2019 à 29,2 % en 2023, juste derrière le PNV [Parti nationaliste basque, principal parti nationaliste bourgeois basque]. La campagne féroce de certains médias espagnols contre Bildu semble le favoriser malgré son adaptation au PNV et le fait qu'il soit devenu l'une des béquilles qui ont stabilisé et justifié les politiques du gouvernement espagnol ces derniers temps.

Dans le cas du Pays valencien, la participation aux élections régionales a chuté beaucoup plus que la moyenne (6,78 %). La progression du binôme PP-Vox ne s'est faite qu'en pourcentage, puisqu'il a obtenu 47 667 voix de moins que PP-Vox-Cs en 2019. Le PSOE a progressé en voix et en pourcentage. Compromís, qui a gouverné aux côtés du PSOE au cours des quatre dernières années, a perdu une voix sur cinq, après avoir permis à la vice-présidente du Conseil, Mónica Oltra, d'être renver-

sée par une manœuvre ignominieuse orchestrée depuis les égouts de Vox.

En Catalogne, la faible participation (près de 10 points en dessous de la moyenne) et l'augmentation significative de l'abstention (9,33%) sont frappantes. Ces deux chiffres sont très significatifs de l'atmosphère politique de désenchantement après toutes les tromperies du processus avorté d'indépendance. Le PSC [Parti socialiste catalan] est passé devant ERC [Gauche républicaine de Catalogne, parti nationaliste bourgeois catalan] avec 23,7 % des suffrages. ERC, qui assure la présidence de l'actuel gouvernement de la Generalitat, a perdu 300 000 voix (6 %). Enfin, si Barcelona en Comú n'a pas été affecté par la débâcle nationale de Podemos, il a vu son porte-drapeau Ada Colau perdre la mairie de Barcelone, où la participation a fortement chuté dans les quartiers les plus pauvres, tandis que Junts [Ensemble, un autre parti nationaliste bourgeois catalan] a mobilisé dans les quartiers les plus riches.

Aux Baléares, la participation a augmenté de plus de trois points, mais reste très faible, à 57,21%. L'alliance PP-Vox-Cs a atteint la majorité absolue, gagnant près de 11 % et 56 113 voix par rapport aux élections de 2019. Vox obtient l'un des résultats les plus élevés d'Espagne, avec 13,9 % des voix. Le PSOE et Més [Plus, coalition nationaliste baléaire] se maintiennent en voix, mais perdent en pourcentage et ne récupèrent pas la moitié des voix que Podemos a perdues depuis 2019.

À Madrid, le PP n'a pas eu la majorité absolue comme prévu, même si Isabel Díaz Ayuso [présidente PP de la Communauté de Madrid, réélue pour un 3^e mandat] n'aura aucune difficulté à gouverner avec l'aide de Vox qui perd presque 2 % des suffrages. Mas Madrid [scission de Podemos] et le PSOE ont maintenu leurs scores, améliorant leurs pourcentages très similaires, à environ 18 %. Podemos s'est effondré avec la perte de tous ses élus dans la Communauté de Madrid, ce qui a entraîné une forte augmentation de l'abstention (6,2 %).

Le premier ministre PSOE Sanchez a annoncé le lendemain la convocation des élections législatives anticipées le 23 juillet. Le PP va administrer avec Vox 30 capitales régionales sur 50 et, parmi les régions autonomes, la Communauté valencienne, l'Estrémadure, les Baléares, l'Aragon, la Castille et Léon, la Cantabrie et la région de Murcie. Le tandem PP-Vox, un concentré de réaction franquiste, veut maintenant s'emparer du gouvernement central.

25 juin 2023, IKC/État espagnol

Le mouvement ouvrier et la grève générale (3)

1905-1914

Votez Mélenchon et vous aurez la retraite à 60 ans. Pas besoin de faire des grèves qui vous coutent cher ou qui sont dangereuses. (Jean-Luc Mélenchon, LFI, 20 mars 2022)

La grève générale, c'est dangereux. (Anasse Kazib au forum RP, Presles, 29 mai 2022)

La grève générale, comme le sait tout marxiste, est un des moyens de lutte les plus révolutionnaires. (Lev Trotsky, 28 mars 1935)

La grève générale et l'armement des ouvriers lors de la révolution de 1905 en Russie

Dans l'empire russe, en 1905, la révolution mêle manifestations de rue, grèves de masse, création des soviets, insurrection... Elle commence par des grèves à Saint Pétersbourg, la capitale de l'empire russe, le 3 janvier qui cessent le 13. Elle alimente dans la capitale une manifestation de masse le 9 janvier qui est violemment réprimée (« Dimanche rouge »). La violence policière conduit à une grève générale, les travailleurs affrontent la police et ébranlent la monarchie.

D'un bout à l'autre du pays, passa un flot grandiose de grèves qui secouèrent le corps de la nation... Le mouvement entraînait environ un million de membres et dura environ deux mois. (Lev Trotsky, 1905, 1908, Minuit, 1969, p. 79)

En Pologne, la Sociale-démocratie de Pologne et de Lituanie (SDKP) appelle à la grève générale.

Les révolutionnaires du royaume de Pologne réagirent spontanément au Dimanche rouge en organi-

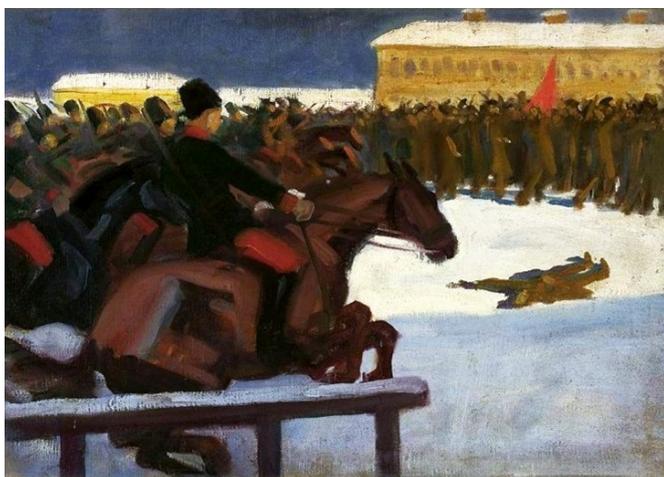
sant de nombreuses manifestations et en proclamant la grève générale. Malgré l'état d'urgence, l'élan révolutionnaire se maintint pendant quelques mois. Ce mouvement de grève massif, dans lequel se mélangaient revendications économiques et politiques, prit dès le début un caractère violent, les affrontements entre les manifestants et l'armée du tsar faisant des centaines de morts et des milliers de blessés. (Jean-François Fayet, « 1905 de Varsovie à Berlin », Cahiers du monde russe, vol. 15, n° 2-3, avril 2007, p. 415)

Dans tout l'empire, la révolution reflue un temps et les travailleurs reprennent le travail. Mais les troubles ne cessent pas : des paysans s'emparent des terres, les affrontements se multiplient, les libertés démocratiques sont conquises par les masses... En mai-juin, en Pologne, les ouvriers déclenchent de nouveau la grève générale et prennent les armes pour se défendre.

À Lodz [Pologne], en juin, la dispersion par l'armée d'un rassemblement de masse donna lieu à une manifestation de cent mille ouvriers, à l'occasion de l'enterrement de quelques victimes de la soldatesque, à un nouvel accrochage avec l'armée, et finalement à la grève générale, celle-ci aboutissant les 23, 24 et 25 mai à un combat de barricades, le premier de l'Empire des tsars. C'est en juin également qu'éclata dans le port d'Odessa à propos d'un petit incident à bord du cuirassé Potemkine la première grande révolte de matelots de la flotte de la mer Noire qui provoqua en contrecoeur une immense grève de masse à Odessa et à Nikolaïev. Cette mutinerie eut d'autres répercussions encore : une grève et des révoltes de marins à Cronstadt, Liepaja [Lituanie], et Vladivostok. (Rosa Luxemburg, « Grève de masse, parti et syndicat », 1906, Œuvres t. 1, Maspero, 1976, p. 123-124)

Les grèves reprennent en octobre et cessent en novembre. En novembre, l'appel à la grève générale politique est consciemment combiné à la préparation de l'insurrection par deux organisations communistes révolutionnaires : la fraction bolchevik du Parti ouvrier social-démocrate de Russie (POSDR) animée par Bogdanov, Lénine, Livitnov, Lounarchatsky, Rykov, Stassova et la SDKP dirigée par Jogiches, Luxemburg, Marchlewski et Warski.

Désormais, dans le cœur de chaque ouvrier pétersbourgeois retentit le même cri de bataille : « Les 8 heures et un fusil ! ». (Léon Trotsky, 1905, 1908, Minuit, 1969, p. 167)



WLADYSLAW SKOCZYLAS, MANIFESTATION DE RUE À VARSOVIE EN 1905

Par l'évolution logique interne des événements en cours, la grève de masse se transforme en révolte ouverte, en lutte armée, en combats de rue et de barricades à Moscou. (Rosa Luxemburg, « Grève de masse, parti et syndicat », 1906, *Oeuvres* t. 1, Maspero, 1976, p. 125)

Tous les partis révolutionnaires, tous les syndicats de Moscou, en déclarant la grève, avaient conscience et sentaient même qu'elle se transformerait inéluctablement en insurrection. (Vladimir Lénine, « Les enseignements de l'insurrection de Moscou », 29 août 1906, *Oeuvres* t. 11, Progrès, 1975p. 125)

Des conseils (soviets) apparaissent à partir des comités de grève. Ils fonctionnent comme parlements révolutionnaires. Mais celui de Saint-Pétersbourg hésite car il est tenu par un courant intermédiaire entre la fraction bolchevik et la fraction menchevik du POSDR (dont le président du soviet Trotsky). Par contre, à Moscou, où le POSDR bolchevik organise depuis plusieurs semaines la fraternisation de conscrits avec les ouvriers, la grève générale débouche sur l'insurrection du 7 décembre. Bien qu'elle s'étende à plusieurs villes, elle reste isolée. Le tsar conclut hâtivement la paix avec le Japon pour disposer de troupes qui n'ont pas été touchées par la révolution. Elles ont l'ordre de bombarder et de ne pas faire de prisonniers. La contre-révolution triomphe à Moscou le 17 décembre et met fin partout aux grèves et aux soviets, de la Lettonie à la Sibérie, de la Finlande au Caucase.

La grève générale s'intègre pratiquement à la marche à la révolution et devient un moyen de lutte pour les revendications y compris démocratiques (auxquelles les disciples de Stirner, Proudhon et Bakounine étaient hostiles).

En Russie la population laborieuse et, à la tête de celle-ci, le prolétariat mènent la lutte révolutionnaire en se servant des grèves de masse comme de l'arme la plus efficace en vue très précisément de conquérir ces mêmes droits et conditions politiques dont, les premiers, Marx et Engels ont démontré la nécessité et l'importance dans la lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière, et dont ils se sont fait les champions au sein de l'Internationale, les opposant à l'anarchisme. Ainsi la dialectique de l'histoire, le fondement de roc sur lequel s'appuie toute la doctrine du socialisme marxiste, a eu ce résultat que l'anarchisme auquel l'idée de la grève de masse était indissolublement liée, est entré en contradiction avec la pratique de la grève de masse elle-même ; en revanche la grève de masse, combattue naguère comme contraire à l'action politique du prolétariat, apparaît aujourd'hui comme l'arme la plus puissante de la lutte politique pour la conquête des droits politiques. (Rosa Luxemburg, « Grève de

masse, parti et syndicats », 1906, *Oeuvres* t. I, Maspero, 1976, p. 96)

La leçon qu'en tire Lénine est qu'il faut combiner grève politique de masse et insurrection ouvrière.

L'insurrection armée constitue un moyen indispensable pour la lutte pour la liberté... La grève politique générale doit être considérée moins comme un moyen de lutte indépendant que comme un moyen auxiliaire de l'insurrection. (Vladimir Lénine, « Plateforme tactique pour le congrès d'unification », mars 1906, *Oeuvres*, Progrès, t. 10, p. 155)

L'aile droite de la sociale-démocratie ne comprend pas le rôle du prolétariat, combattant d'avant-garde pour la victoire complète et décisive de la révolution bourgeoise... De là son scepticisme (pour s'exprimer poliment) à l'égard de l'insurrection, de là leur tendance à tourner le dos à l'expérience d'octobre et de décembre 1905, aux formes de lutte élaborées à cette époque. (Vladimir Lénine, « Rapport sur le congrès d'unification du POSDR », mai 1906, *Oeuvres*, Progrès, t. 10, p. 396-398)

L'activité de la fraction bolchevik du POSDR et de la SDKP tranche tout autant avec le prétendu apolitisme de la direction de la CGT française qu'avec le parlementarisme ouvert du Parti ouvrier belge (POB) ou du PS-SFIO et celui, camouflé, du SPD.

L'hostilité à la grève générale de la direction syndicale et les attermoissements du parti en Allemagne

Le mouvement ouvrier allemand est composé alors du plus grand parti ouvrier du monde, le Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD), qui se réclame de Marx et de Lassalle, et de quatre courants syndicaux : les « syndicats libres » de la Confédération générale des syndicats allemands (GDD) liée au SPD, les syndicats cléricaux liés aux Églises chrétiennes, les syndicats libéraux (VDG) liés aux partis bourgeois démocratiques et un courant syndicaliste révolutionnaire très minoritaire (FVDG).

En 1905, l'Allemagne est confrontée à une vague de grèves spontanées et illimitées pour des augmentations de salaire et la réduction du temps de travail dans la Rhur.

Lorsque les mineurs organisèrent des grèves massives, les syndicats ne furent pas à l'origine de ce mouvement. En 1905, ils tentèrent même de forcer les grévistes à une retraite prématurée, pendant que le SPD soutenait encore la grève. Et c'est cette année-là que Carl Ligien, chef de la Confédération générale des syndicats allemands, formula sa thèse selon laquelle « la grève générale est une folie géné-

rale », alors qu'au même moment les mineurs arrachaient des concessions par leur grève massive... (Wolfgang Abendroth, Histoire du mouvement ouvrier en Europe, 1965, Maspero, 1967, p. 62)

La même année, des manifestations réclament le suffrage universel en Saxe, à Hambourg ou à Berlin.

Pendant un moment, il sembla que les destins des peuples d'Allemagne et de Russie étaient liés, que l'interaction des grèves économiques et des revendications politiques allait ouvrir la voie de la grève de masse. Mais derrière le volontarisme affiché dans les congrès et les résolutions, les dirigeants du SPD et des syndicats allemands avaient en réalité extrêmement peur d'une révolution de style russe et, d'avantage encore, d'une insurrection, comme cela fut le cas dans plusieurs villes du royaume de Pologne. (Jean-François Fayet, « 1905 de Varsovie à Berlin », Cahiers du monde russe, vol. 15, n° 2-3, avril 2007, p. 414-415)

De retour en Allemagne, après sa libération des prisons tsaristes, Luxemburg tente d'introduire la grève générale ou « grève de masse » dans l'arsenal du mouvement ouvrier allemand où elle s'active depuis plusieurs années avec d'autres cadres de la SDKP (Jogiches, Marchlewski, Warski, Radek...).

Pour l'aile révolutionnaire du SPD (outre Rosa Luxemburg : Franz Mehring, Karl Liebknecht, Julian Borchardt, Konrad Haenisch, Paul Lensch, Alfred Henke, Johann Knief, Wilhelm Pieck, Clara Zetkin, Auguste Thalheimer, Hermann Duncker, Käthe Duncker, Johann Westmeyer...) qui n'est pas structurée en fraction, la révolution russo-polonaise de 1905 est la première des révolutions prolétariennes. À ce titre, elle peut servir de modèle aux révolutionnaires européens. C'est dans ce but que Luxemburg rédige *Grève de masse, parti et syndicat*, qui est censuré par la direction du SPD avant d'être remis aux délégués du congrès de Mannheim.

La grève de masse, telle que nous la montre la révolution russe, n'est pas un moyen ingénieux inventé pour donner plus de force à la lutte prolétarienne. Elle est le mode de mouvement de la masse prolétarienne... (Rosa Luxemburg, « Grève de masse, parti et syndicats », 1906, Oeuvres t. I, Maspero, 1976, p. 128)

Luxemburg est suivie alors par Parvus et Karl Kautsky, membre de la direction et principal théoricien du SPD. Par contre, la fraction parlementaire du SPD, les responsables des États du Sud et l'appareil syndical de la GDD autour de Carl Legien considèrent que la révolution de 1905 n'est qu'une forme tardive, au sein d'un pays arriéré, des révolutions démocratiques bourgeoises du 19^e siècle. En ce sens, elle ne correspond pas à la situation allemande et il est inutile de vouloir en tirer

des conclusions pour modifier la stratégie du parti ou l'activité des syndicats.

Au congrès du SPD de 1906, à Mannheim, où Legien se heurte à Kautsky et à Luxemburg, Bebel arbitre un compromis pour ne pas mettre en cause l'unité du parti. Cela revient à une sorte de droit de veto de Legien et de l'appareil syndical déjà bureaucratisé sur les décisions du parti qui concernent la GDD. De fait, la tactique de la « grève de masse » est écartée.

Par contre, lors d'une réunion publique convoquée à l'occasion du congrès, les travailleurs changent l'ordre du jour prévu et demandent à Luxemburg de leur parler de la révolution voisine.

À l'étranger, on dépeint la révolution russe comme un énorme bain de sang, on dépeint les souffrances inouïes du peuple... C'est là la conception de la bourgeoisie décadente, mais non de la classe ouvrière. La souffrance endurée sous la révolution n'est rien comparée à ce qu'ont enduré les Russes avant la révolution... Ce n'est plus la bourgeoisie montante qui est à la tête de notre mouvement, le prolétariat a pris la tête... Nous, en Allemagne, nous devons nous préparer pour des batailles dans lesquelles les masses auront le dernier mot. Le prolétariat russe doit nous servir d'exemple, non pas pour l'action parlementaire mais pour la volonté et le courage de placer les objectifs politiques aussi haut que la situation historique le permet. (Rosa Luxemburg, septembre 1906, citée par John Nettl, La Vie et l'oeuvre de Rosa Luxemburg, 1966, Maspero, 1972, t. 1, p. 356)

Le revers électoral de 1907 pousse la direction du SPD à infléchir ses positions sur le colonialisme, l'antimilitarisme et la grève générale. Cela se sent au congrès international de 1907. Le 1^{er} mai 1910, le SPD et la GDD renoncent à manifester à Berlin. Kautsky s'aligne en pratique sur la direction contre Luxemburg. La grève générale, c'est bien, mais pour plus tard.

Plus dangereuse que jamais est aujourd'hui une agitation qui vise à éveiller dans les masses l'espoir que nous serions déterminés à mettre en oeuvre dès les prochaines semaines les moyens les plus radicaux, que nous essaierons de briser la résistance du gouvernement par des grèves de masse. (Karl Kautsky, « Et maintenant ? », 1910, Socialisme, la voie occidentale, PUF, 1983, p. 84)

Lénine et Trotsky, encore dupes de « l'orthodoxie » de Kautsky, le soutiennent contre Luxemburg.

La 2^e Internationale, la grève générale et la menace de guerre

À son congrès de fondation, l'Internationale ouvrière (IO) « réclame, avec la suppression des armées perma-



STUTTGART (ALLEMAGNE), 1907, LUXEMBURG PREND LA PAROLE SUR L'UNE DES SIX ESTRADES EN PLEIN AIR QUI PERMETTENT AUX DÉLÉGUÉS DU CONGRÈS INTERNATIONAL DE PRÉSENTER LEURS VUES AUX MILITANTS DU SPD, DE L'ORGANISATION DES FEMMES SOCIALISTES, DE L'ORGANISATION DES JEUNES SOCIALISTES ET DE LA CONFÉDÉRATION SYNDICALE GDD (LES DRAPEAUX ROUGES À L'ARRIÈRE-PLAN SONT CEUX DES SYNDICATS LIBRES)

mentes, l'armement général du peuple » (Edouard Vaillant, « Motion sur la guerre », 1889, *Les Congrès socialistes internationaux*, BSI, 1902, p. 76).

L'IO examine la possibilité d'une grève générale illimitée contre la guerre à ses 2^e et 3^e congrès, tenus respectivement à Bruxelles en 1891 et à Zurich en 1893.

Aux congrès de Bruxelles et de Zurich, Domela-Nieuwenhuis des Pays-Bas soumet sans succès des résolutions antimilitaristes imprégnées d'anarchisme, demandant que les socialistes ripostent à la guerre par le lancement d'une grève générale et un soulèvement armé. (Craig Nation, *War on War*, 1989, Haymarket, 2009, p. 14)

Ferdinand Domela-Nieuwenhuis a été de 1881 à 1893 le seul élu au parlement néerlandais de la Ligue sociale-démocrate (SDB), un parti ouvrier radical dont il était le principal dirigeant. Déçu par le parlementarisme, il évolue vers l'anarchisme.

Les résolutions majoritaires de Wilhelm Liebknecht du SPD et de Gergij Plekhanov [Groupe Émancipation du travail] de Russie qui s'y opposent rejettent la grève générale comme irréaliste et se contentent de la conclusion fataliste que « seule la création d'un ordre socialiste mettant fin à l'exploitation de l'homme par l'homme mettra fin au militarisme et assurera une paix définitive ». (Craig Nation, p. 14-15)

Le 3^e congrès de l'Internationale ouvrière, à Zurich, le 4^e, à Londres, et le 5^e, à Paris, rappellent qu'il faut substituer la milice populaire à l'armée de métier.

La sociale-démocratie révolutionnaire internationale doit s'insurger avec la plus grande énergie contre les aspirations chauvines des classes dirigeantes. Les représentants des partis ouvriers sont tenus de refuser

tous les crédits militaires et de protester contre le maintien des armées permanentes. (1893, *Les Congrès socialistes internationaux*, BSI, 1902, p. 79). *La classe ouvrière réclame la suppression des armées permanentes* (1895, p. 80). *Les députés socialistes de tous les pays sont inconditionnellement tenus de voter contre toutes les dépenses militaires, navales, et contre les expéditions coloniales.* (1900, p. 81)

Avec l'aide du SPD allemand, les socialistes anti-anarchistes scissionnent en 1894 la SDB devenue bakouniniste, pour fonder le Parti social-démocrate des ouvriers (SDAP) qui l'emporte. En 1900, la SDB rejoint le SDAP mais, en 1909, une fraction teintée d'anarchisme quitte le SDAP de plus en plus réformiste pour fonder un petit Parti social-démocrate (SDP) qui publie *De Tribune*.

Lors du 7^e congrès de l'IO tenu à Stuttgart en août 1907, le partisan du syndicalisme révolutionnaire Gustave Hervé défend la motion de la fédération de l'Yonne du Parti socialiste unifié-SFIO qui oppose à la guerre, « d'où qu'elle vienne », « la grève générale et l'insurrection ».

La majorité du congrès estime que l'hostilité au militarisme du mouvement ouvrier européen suffira à prévenir la guerre. Lénine, qui participe pour la première fois à un congrès international, critique dans ses comptes-rendus « les phrases ronflantes » d'Hervé pour deux raisons. Il n'est pas certain qu'en cas de guerre, la classe ouvrière puisse déclencher sur le champ une grève générale, sans parler d'une insurrection. En outre, Hervé oublie que toute guerre n'est pas réactionnaire.



*Notre attitude à l'égard de la guerre est foncièrement différente de celle des pacifistes bourgeois et des anarchistes. Nous nous distinguons des premiers en ce sens que nous comprenons le lien inévitable qui rattache les guerres à la lutte des classes à l'intérieur du pays, que nous comprenons qu'il est impossible de supprimer les guerres sans supprimer les classes et sans instaurer le socialisme ; et aussi en ce sens que nous reconnaissons parfaitement la légitimité, le caractère progressiste et la nécessité des guerres civiles, c'est-à-dire des guerres de la classe opprimée contre celle qui l'opprime, des esclaves contre les propriétaires d'esclaves, des paysans serfs contre les seigneurs terriens, des ouvriers salariés contre la bourgeoisie. (Vladimir Lénine & Grigori Zinoviev, *Le Socialisme et la guerre*, août 1915, GMI, 2015, p. 7)*

Par exemple, la 1^{re} Internationale avait soutenu l'Union contre la Confédération lors de la guerre civile américaine [voir Conseil général de l'AIT, « Lettre au président Lincoln », 30 décembre 1864, dans Engels & Marx, *La Guerre civile aux États-Unis*, UGE, 1970, p. 239-241]. Ainsi, le POSDR bolchevik soutiendra la tentative de soulèvement armé des Irlandais contre l'État britannique en 1916 [voir *Révolution communiste* n° 17].

Le fameux Hervé a soutenu sur cette question des conceptions semi-anarchistes, proposant naïvement de répondre à toute guerre par la grève et l'insurrection. D'une part, il ne comprenait pas que la guerre est le produit nécessaire du capitalisme et que le prolétariat ne peut renoncer à prendre part à une guerre révolutionnaire, alors que des telles guerres se sont produites et sont susceptibles de se produire. D'autre part, il ne comprenait pas que la possibilité de répondre à la guerre dépend du caractère de la crise que la guerre provoque. Le choix des moyens de lutte est fonction de ces conditions. Et cette lutte, c'est là un troisième point qui montre les malenten-

*du ou les inconséquences de l'hervéisme, ne doit pas aboutir uniquement au remplacement de la guerre par la paix, mais à celui du capitalisme par le socialisme. (Vladimir Lénine, « Le congrès socialiste international de Stuttgart », août 1907, *Oeuvres*, t. 13, Progrès, 1967, p. 79-80)*

Lénine relève que la motion d'Hervé a le mérite d'examiner ce qu'il faut faire si une guerre éclate, ce que n'envisagent pas les principaux dirigeants de l'Internationale.

Toutes les inepties semi anarchistes de l'hervéisme recélaient une idée correcte du point de vue pratique : la nécessité d'impulser le socialisme sans se borner aux moyens parlementaires de lutte... La résolution de Bebel, qui coïncidait dans tous ses aspects essentiels avec celles de Guesde, souffrait précisément de ce qu'elle ne comportait aucune indication concernant les tâches pratiques du prolétariat. (Lénine, p. 80)

Luxemburg (SDKP polonaise) intervient pour rappeler que la révolution (qui n'exclut pas une grève générale et comporte forcément l'armement du peuple) peut mettre fin à une guerre et que la guerre peut ouvrir la perspective de la révolution.

*La révolution russe ne prend pas seulement sa source dans la guerre : elle a aussi servi à l'interrompre... La dialectique historique ne vaut pas au sens où nous nous contenterions d'être spectateurs et de rester les bras croisés... Nous voulons nous assurer que l'agitation effectuée en cas de guerre vise non seulement la cessation du conflit mais aussi la mise à profit de la guerre pour accélérer la chute de la domination de classe tout entière. (Rosa Luxemburg, « Discours à la commission Militarisme et conflits internationaux », *Oeuvres complètes*, Agone & Smolny, t. 4, 2014, p. 5-7)*

Ses amendements au projet de résolution sont cosignés par Julius Martov et Vladimir Lénine (POSDR russe).

Si la guerre venait à éclater malgré tout, les socialistes devraient faire en sorte qu'elle s'achève rapidement et tirer parti de la crise économique et politique, pour soulever le peuple et précipiter la chute de la domination capitaliste. (Luxemburg, « Amendements », p. 8)

Ces amendements sont adoptés.

Si l'hervéisme a été réfuté, ce n'est pas au profit de l'opportunisme, ni du point de vue du dogmatisme et de la passivité. Le prolétariat international a ressenti un vif désir de recourir à de nouvelles méthodes de lutte toujours plus résolues, désir qu'il a placé dans le contexte de l'aggravation des crises engendrées par le capitalisme. (Vladimir Lénine,

« Le congrès socialiste international de Stuttgart », septembre 1907, *Oeuvres*, t. 13, Progrès, 1967, p. 93-94)

Lénine s'efforce, en vain, de mettre sur pied une fraction communiste lors du 7^e congrès de l'IO.

À l'occasion du congrès socialiste de Stuttgart, Lénine chercha, avec l'aide de Rosa Luxemburg, à convoquer une réunion particulière des délégués marxistes révolutionnaires résolus à marquer leur opposition avec la tactique réformiste de certains dirigeants. Cette initiative fut, sinon un échec, du moins une réussite discutable, le nombre de délégués ayant répondu étant resté très faible. (Georges Haupt, « Correspondance entre Lénine et Camille Huysmans », *Cahiers du monde russe et soviétique*, vol. 3, n° 4, octobre 1962, p. 608)

Mais le débat reste informel et la réunion ne débouche sur rien de palpable.

La question de la guerre rebondit en 1910 lors du congrès suivant de l'Internationale ouvrière, à Copenhague, quand Édouard Vaillant (aile blanquiste du PS-SFIO) et Keir Hardie (ILP, un courant pacifiste du Parti travailliste de Grande-Bretagne) veulent introduire la grève générale par un amendement à la résolution de Stuttgart.

Entre tous les moyens à employer pour prévenir et empêcher la guerre, le congrès considère comme particulièrement efficace la grève générale ouvrière, surtout dans les industries qui fournissent à la guerre ses instruments ainsi que l'agitation et l'action populaires sous leurs formes les plus actives. (8^e congrès socialiste international, août-septembre 1910, Bureau socialiste international, 1911, p. 202)

Sous l'impulsion de Georg Ledebour (SPD), l'amendement Vaillant-Hardie est rejeté. La résolution de Stuttgart est confirmée et l'Internationale déclare une fois de plus que le devoir intangible des députés socialistes est de refuser tous les crédits de guerre. À cette occasion, Lénine essaie de nouveau de structurer une aile communiste.

Le congrès international de Copenhague servit de cadre à une nouvelle tentative visant à réunir dans une conférence privée des délégués considérés comme représentants du marxisme révolutionnaire. Assistèrent à cette réunion Jules Guesde, Charles Rappoport, Rosa Luxemburg, J. Marchlewski, Plekhanov, Riazanov, Lénine, de Brouckère, P. Iglesias, C. Rakovski, A. Braun, etc. (Georges Haupt, « Correspondance entre Lénine et Camille Huysmans », *Cahiers du monde russe et soviétique*, vol. 3, n° 4, octobre 1962, p. 611)

Pendant la guerre des Balkans, en 1912, lors de son 9^e congrès à Bâle, l'IO brandit la menace de la révolution si les gouvernements vont jusqu'à la guerre mondiale.

Que les gouvernements sachent bien que dans l'état actuel de l'Europe et dans la disposition d'esprit de la classe ouvrière, ils ne pourraient, sans péril pour eux-mêmes, déchaîner la guerre. Que les gouvernements n'oublient pas que la guerre franco-allemande a provoqué l'éruption révolutionnaire de la Commune, que la guerre russo-japonaise a mis en mouvement les forces révolutionnaires des peuples de la Russie. (« Manifeste », novembre 1912, *Guerre à la guerre*, PS-SFIO, 1913, p. 25-26)

En 1913-1914, l'IO et ses sections mènent une campagne résolue quand la menace de guerre se précise [voir *Révolution communiste* n° 6].

Épilogue provisoire

Bebel meurt en 1913. Quand la guerre éclate en 1914, au sein des États belligérants, seuls les partis socialistes serbe (SSDP) et russes (Parti socialiste révolutionnaire, POSDR menchevik, POSDR bolchevik) s'y opposent [voir *Révolution communiste* n° 8]. Pour les autres et pour les dirigeants des syndicats, « Travailleurs de tous les pays, unissez-vous ! » est remplacé par « Travailleurs de tous les pays, entretenez-vous ! ».

Si Hardie reste pacifiste en 1914, le LP qu'il a fondé soutient la guerre. Tous les députés SPD votent le budget militaire en 1914 tandis que la direction de la GDD appelle à cesser toute grève. Le SPD au gouvernement écrasera en 1919, avec l'état-major de l'armée, le soulèvement ouvrier. Le PS-SFIO et la direction de la CGT appuient la guerre en 1914. Vaillant se rallie à l'union sacrée en 1914 et Guesde entre au gouvernement d'union nationale. Hervé abandonne l'antimilitarisme dès 1912 et il participe à la fondation du premier groupe fasciste français en 1919 (PSN).

Par contre, les militants de la SDKP deviennent tous membres des futurs partis communistes allemand, russe ou polonais. Le POSDR bolchevik (renommé peu après Parti communiste de Russie) dirige en octobre 1917 l'insurrection qui donne le pouvoir aux soviets d'ouvriers, de soldats et de paysans.

Faute de fraction internationale construite avant l'éclatement de la guerre, établir une nouvelle internationale s'avère laborieux. Le premier noyau est la Gauche de Zimmerwald mise sur pied en 1915 par Lénine, Radek et Zinoviev [voir *Révolution communiste* n° 14]. Grâce à la révolution russe, une étape est franchie avec la fondation en 1919 de l'Internationale communiste (3^e Internationale).

19 juin 2023 [à suivre]

ABC du marxisme : autodéfense ouvrière

Prenez le copieux *Dictionnaire critique du marxisme* d'une équipe d'intellectuels issus du PCF (PUF, 1982, 941 pages), vous y trouverez : « Coexistence pacifique », « Compromis historique », « Polycentrisme »... et dans le plus mince volume *Les 100 mots du marxisme* de Michael Löwy du NPA et de deux autres universitaires (PUF, 2023, 128 pages) : « Autogestion », « Gauche »... Mais ni l'un ni l'autre ne comprend : « Autodéfense », « Milice », « Garde rouge », « Armement du peuple », « Armement du prolétariat »... D'où proviennent de tels oublis ? À l'université, on fait du marxisme un couteau sans lame. Les réformistes (LFI, PCF, PS) ont abandonné depuis longtemps l'armement du peuple et l'insurrection ou leur ont toujours été hostiles. Les centristes (LO, NPA, POID, RP...) s'en affirment parfois partisans, mais pour plus tard et, d'ailleurs, cela se fera tout seul.

Dans toute société divisée en classes, la classe exploiteuse minoritaire vit du sur-travail de la classe exploitée majoritaire. Pour cela, elle dispose de la nécessité économique, du renfort de l'idéologie dominante (religion, nationalisme, parlementarisme...), mais aussi de la menace de l'appareil répressif de l'État. En cas de révolte des exploités et des opprimés, elle recourt à la violence de ses troupes armées.

Quand le capitalisme émerge, la bourgeoisie, qui lutte pour le pouvoir politique ou qui est confrontée à la menace contrerévolutionnaire d'une ou plusieurs monarchies, n'hésite pas à réclamer l'armement du peuple, le seul moyen d'appliquer réellement la démocratie politique. En pratique, elle n'hésite pas à mobiliser à son compte la masse des travailleurs des campagnes et des villes (Florence en 1494, Pays-Bas en 1568, Angleterre en 1642, États-Unis en 1775, France en 1789, Haïti en 1791, Canada en 1837, Suisse en 1847, États-Unis en 1861, etc.). Une fois son pouvoir affermi, la bourgeoisie désarme le peuple.

La première organisation communiste internationale, la Ligue des communistes, appuie ce moyen de lutte démocratique radical (*Revendications du parti communiste en Allemagne*, 1848, point 4). L'Association internationale des travailleurs soutient la Commune de Paris qui surgit en 1871 de l'autodéfense des travailleurs et de la dissolution de la police.

L'armement du peuple est désormais retourné par le mouvement ouvrier contre l'État bourgeois, la police et l'armée permanente. Ainsi, l'abolition de l'armée de métier et l'armement du peuple font partie du programme du Havre du Parti ouvrier (France, 1882), du programme d'Hainfeld du Parti ouvrier social-démocrate (Autriche, 1888), du programme d'Erfurt du Parti social-démocrate (Allemagne, 1891), du Parti travailliste (Grande-Bretagne, 1900), du Parti ouvrier social-démocrate (Russie, 1902) et fait l'objet de résolutions répétées de l'Internationale ouvrière, de son premier congrès (Paris, 1889) à son dernier (Bâle, 1912).

Avec le déclin du capitalisme, la question de la prise du pouvoir par la classe ouvrière et donc de la fracturation de l'armée, de l'armement des travailleurs prend une importance centrale. Le prouvent la révolution russe de 1917, les révolutions allemande et hongroise de 1918. L'Internationale communiste intègre à son programme l'activité parmi les conscrits, la formation de soviets, le renversement de l'État bourgeois et l'insurrection.

La bourgeoisie mondiale renforce alors son appareil répressif. Non seulement leur cout famélique retombe sur les travailleurs, mais la répression étatique vise et frappe les luttes des exploités et des opprimés. En outre, les bandes fascistes des supplétifs petits-bourgeois entretiennent toujours des liens étroits avec la police et la hiérarchie militaire.

L'intégration de la plupart des appareils du mouvement ouvrier au capitalisme et leur corruption par la bourgeoisie les transforment en bureaucraties qui préchent aux masses la confiance dans l'État bourgeois. Les partis « réformistes » votent au parlement les budgets de la police et de l'armée. Les syndicats bureaucratisés présentent les policiers comme des travailleurs comme les autres et les syndiquent.

Par conséquent, la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire implique indissolublement la reprise de la revendication démocratique de l'armement du peuple et le combat contre les agents de la bourgeoisie qui veulent que la bourgeoisie reste armée et le prolétariat désarmé.

Si l'insurrection ne peut pas être déclenchée à tout moment, elle doit être préparée en permanence par la dénonciation systémique de la violence étatique, par la résistance résolue à la répression policière et aux attaques des bandes fascistes, par l'activité clandestine au sein de l'armée surtout quand elle incorpore à grande échelle les jeunes travailleurs. En ce sens, gloire à l'activité antimilitariste de la CGT d'avant 1914, du PC d'avant 1934, de la LC au début des années 1970 ! Honneur à la Ligue communiste qui menait une activité antifasciste en 1934, honneur aux militants de la CGT qui avaient caché 10 000 fusils lors de la faillite de Manufrance en 1980 !

La première tâche aujourd'hui en France est de créer des services d'ordre intersyndicaux lors des manifestations de travailleurs et de renforcer les piquets de grève lors des occupations d'entreprise. Ou la capitulation honteuse ou la lutte révolutionnaire pour le pouvoir, telle est l'alternative qui découle de la crise historique du capitalisme et du caractère contrerévolutionnaire de la bourgeoisie.

Luxemburg,
Lénine, Trotsky
Armer le peuple

